



## La population active

L'économie de la Réunion a connu un dynamisme important au cours des quinze dernières années qui s'est traduit par des créations d'emplois et d'entreprises, une augmentation significative de la masse salariale distribuée aux ménages et l'accroissement du PIB.

L'économie réunionnaise est caractérisée par un secteur primaire dominé par la culture de la canne à sucre, fortement subventionnée, un secteur secondaire dont la principale valeur ajoutée est fournie par l'industrie agroalimentaire, et un secteur tertiaire devenu principal employeur de l'île (services administratifs et marchands).

L'économie de La Réunion connaît toutefois un taux de chômage important, ce qui mobilise l'ensemble des autorités publiques et motive un système de soutien à l'initiative privée très important.

Ce taux élevé s'explique par la structure démographique ; si le dynamisme de l'économie réunionnaise a pour conséquence la création de 3 000 emplois par an, cela ne saurait suffire à absorber une population de 9 000 jeunes qui entrent sur le marché du travail dans la même période.

L'étroitesse du marché local et l'existence de débouchés pour les produits réunionnais amènent de plus en plus les entreprises à se tourner vers l'export. Depuis quelques années, les exportations réunionnaises sont en progression en tonnage et en valeur. Elles se sont élevées à 253 milliers de tonnes en 2000 (+44 % par rapport à 1995), et ont représenté 227 millions € (soit +43 %). Les produits exportés se sont diversifiés : outre l'activité sucrière, des activités telle que la pêche

se sont imposées comme des valeurs sûres à l'exportation. La Réunion possède un réel potentiel à l'export dans la zone océan indien, où elle exporte son savoir-faire, mais également à l'international.

Sur l'île de la Réunion, c'est au sein de la CINOR (et particulièrement à Saint Denis) que les densités en emplois et en établissements sont les plus élevées.

Principale agglomération de l'île, la CINOR occupe un rôle primordial dans la dynamique de développement économique de la Réunion. La polarisation économique exercée par la CINOR (attractivité particulière quant à l'implantation d'activités et à l'accueil des entreprises et de sièges de sociétés) confirme son positionnement de « territoire capitale ».

### 1- La population active de la CINOR

La population active de la zone d'emploi (86 565 personnes) représente **moins de 60%** de la population totale de plus de 15 ans (145 350 personnes). Le taux d'activité de la zone d'emploi est ainsi supérieur à celui de la Réunion (57,9%).



**Source :** Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.

Le taux d'activité de Saint-Denis est inférieur à celui de Sainte-Marie et de Sainte-Suzanne en

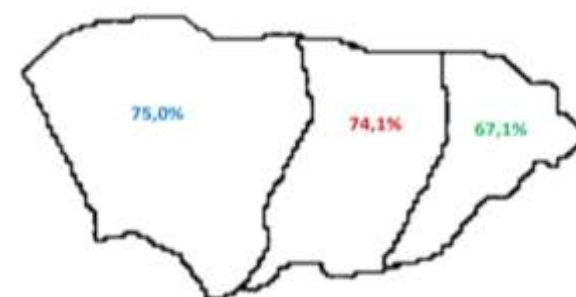
raison du nombre important d'étudiants et de retraités présents sur cette commune.

La population active de la zone d'emploi nord regroupe la population active occupée (73,9%) et les chômeurs (26,1%). Le taux de chômage en 2007 (au sens du recensement de la population) de la zone d'emploi nord (26,1%) est nettement inférieur à celui de la Réunion (32,6%).

### 2- La population active occupée de la CINOR

La **zone d'emploi nord concentre 35% des emplois de l'île**. La population active occupée représente 73,9% de la population active de la zone d'emploi nord (64 009 personnes). Ce **taux est nettement supérieur au taux régional** de 67,4%.

#### Part de la population active occupée dans les communes



**Source :** Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.

#### Population active occupée par secteur d'activités

Le secteur de « l'administration publique, l'enseignement, la santé humaine et l'action

sociale» concentre plus de 42% des emplois sur la zone d'emploi nord et sur la Réunion.

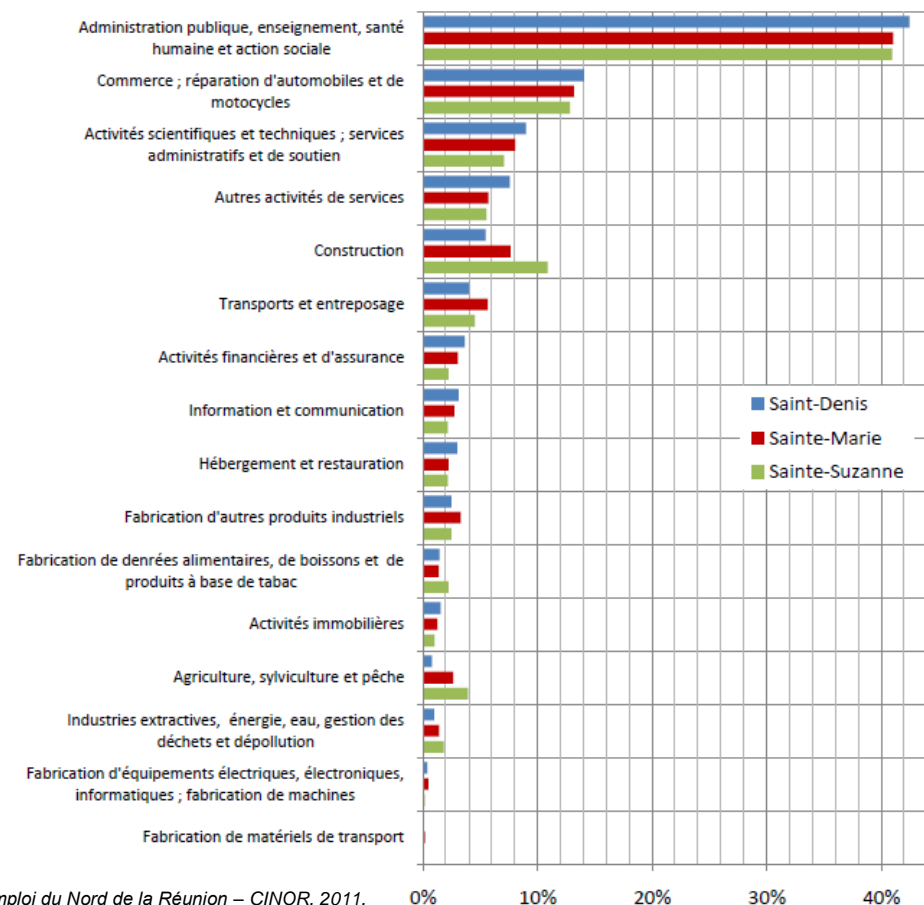
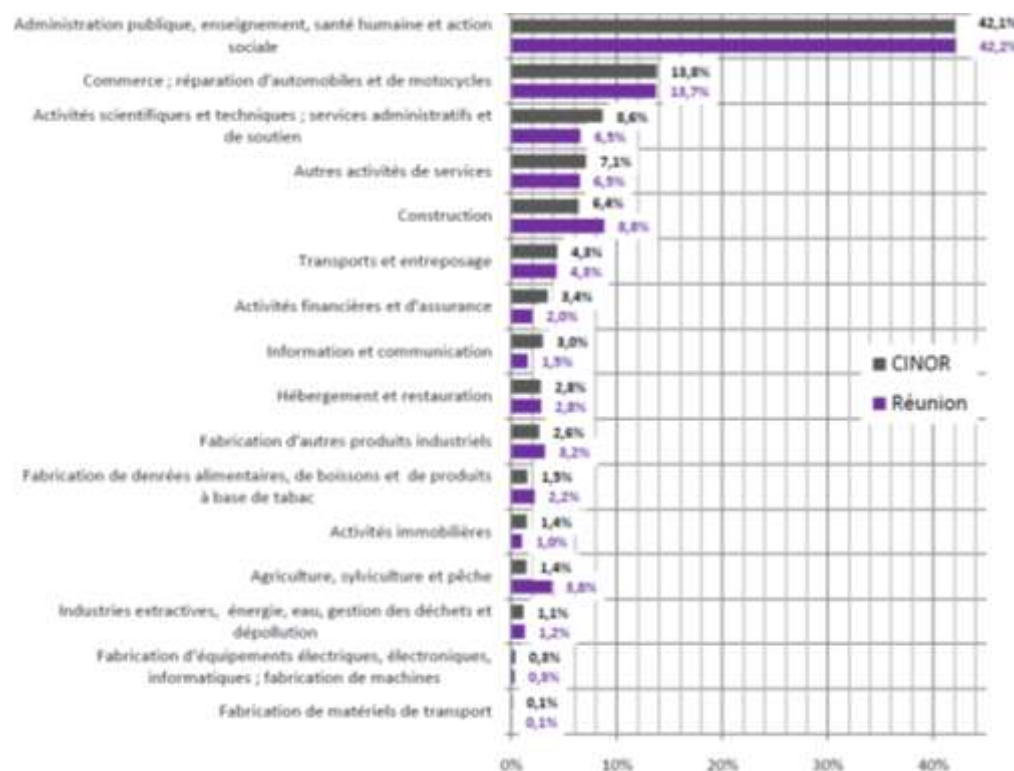
La zone d'emploi nord se caractérise par une forte tertiarisation de son économie et par une surreprésentation de la population active occupée dans les secteurs :

- Activités scientifiques et techniques / services administratifs et de soutien,
- Autres activités de service,
- Activités financières et d'assurance,
- Informations et communications.

Le statut de chef-lieu de Saint-Denis, la présence de l'Université et du technopôle ont largement contribué au développement des fonctions métropolitaines sur la zone d'emploi nord.

Les fonctions de production sont sous-représentées sur la zone d'emploi nord. Il n'y a pas que les emplois agricoles qui soient localisés loin des grandes villes. La fabrication et le BTP désertent également les grandes capitales régionales. Les professions liées à la fabrication

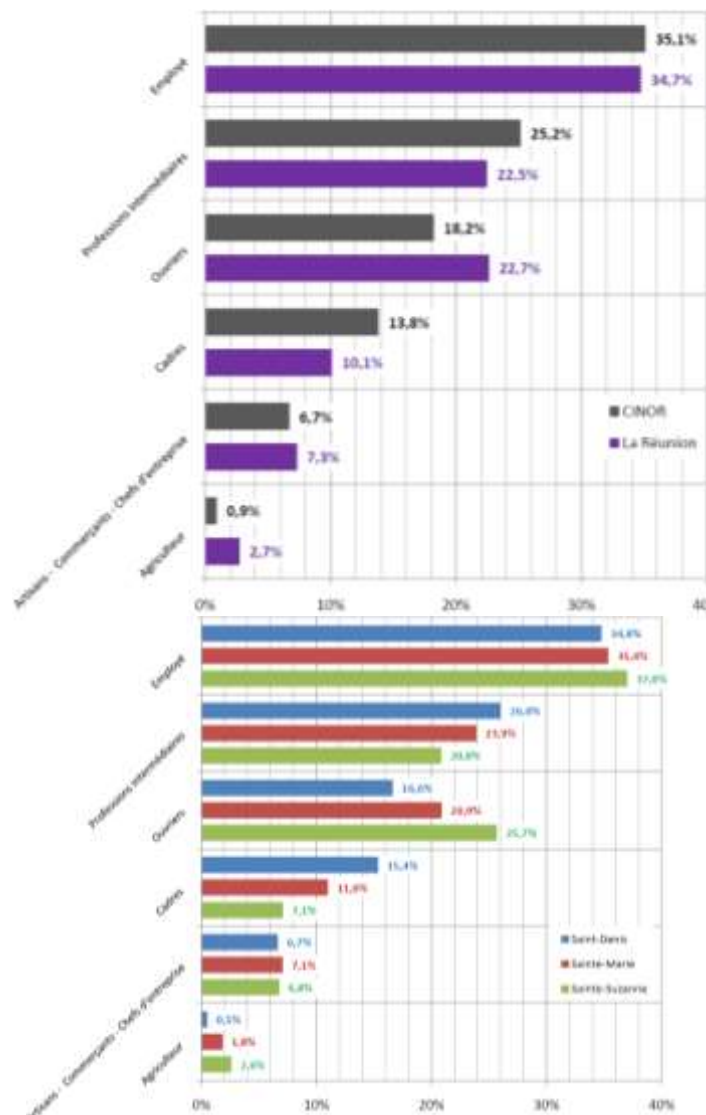
ne nécessitent pas la proximité des grandes villes. Le prix de l'immobilier et du foncier, et le faible niveau de qualification de la main d'œuvre recherchée incitent les entreprises de ce secteur à se localiser à l'écart des grands pôles urbains, sous condition d'une desserte adéquate en réseau de transport de marchandise.



Source : Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.

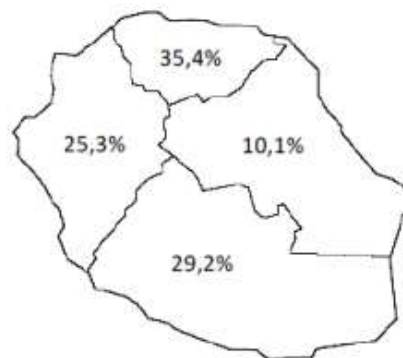
## Population active occupée par CSP

La zone d'emploi nord se caractérise par une surreprésentation des cadres et des professions intermédiaires par rapport à la moyenne régionale avec une sur représentation plus marquée sur la commune de Saint- Denis.

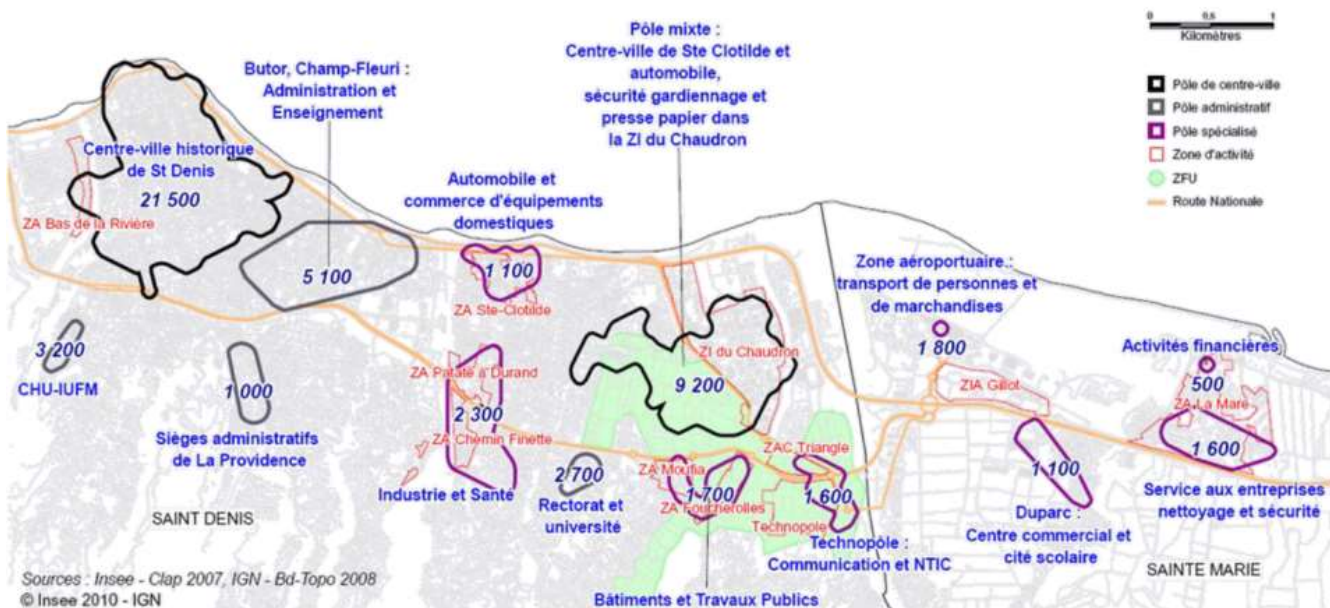
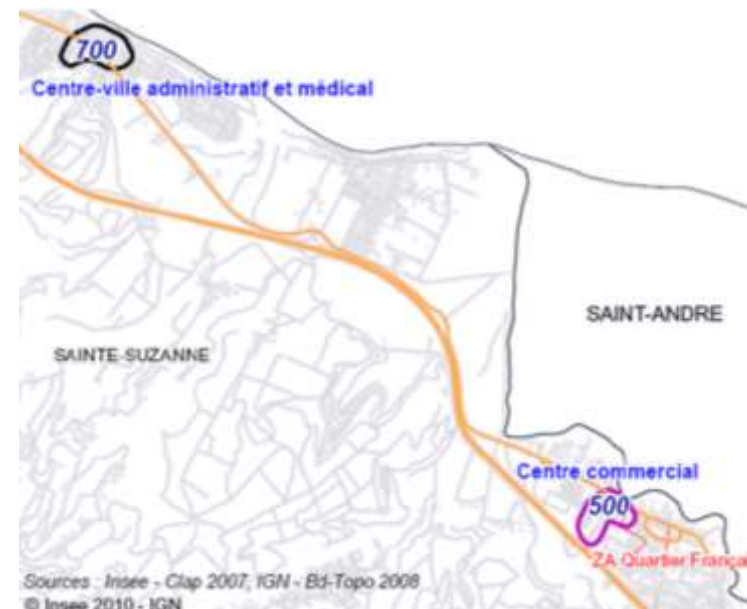


## Les pôles d'emploi infra territoriaux

La CINOR constitue la zone d'emploi la plus importante et concentre ainsi 35% des emplois salariés de l'île (soit 75 400 salariés en 2007).



« Les trois quarts des emplois sont localisés dans des pôles d'au moins 500 salariés et les établissements sont en majorité agglomérés dans les centres des communes et dans les zones d'activités ».





## Les déplacements domicile- travail

Depuis 20 ans, les déplacements domicile-travail se sont fortement intensifiés. Selon l'INSEE, en 1990, 28% des travailleurs quittaient leur commune pour aller travailler contre 38% en 2007.

A Saint-Denis, en 2007, 36% des travailleurs n'habitent pas la commune (21 700 personnes parmi les 60 700 travailleurs) contre 30% en 1999. Ces travailleurs migrant proviennent pour 60% d'entre eux des communes de l'est, de 33% des communes de l'ouest et de 7% des communes du sud. Parmi ces 21 700 travailleurs migrants 5 000 habitent Sainte-Marie, 3 600 sont Saint-Paulois et 3 300 viennent de Saint-André.

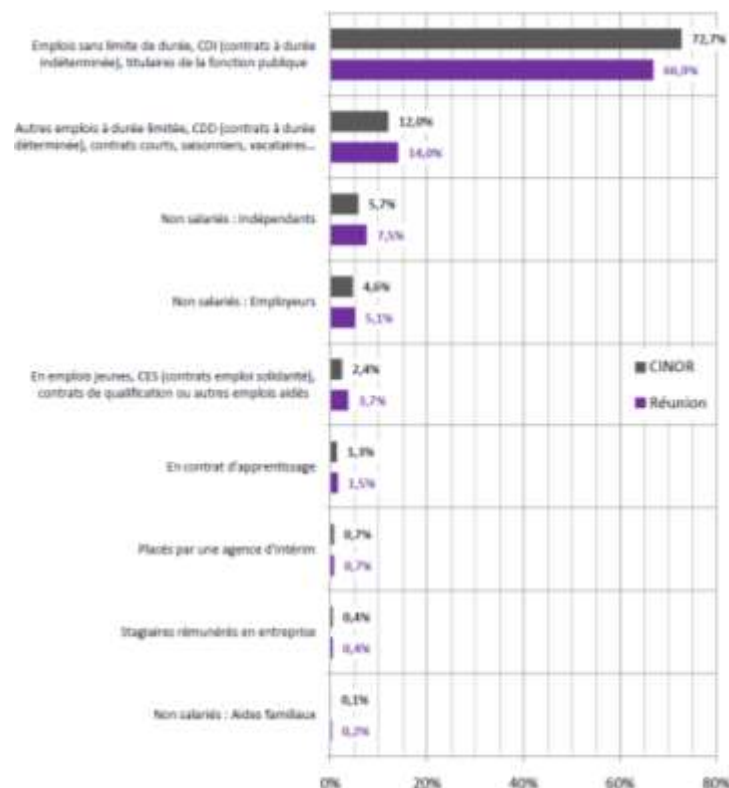
## La population active occupée par type de contrat

La part de CDI dans la population active occupée de la zone d'emploi nord (72,7%) est nettement supérieure à la part régionale (66,9%). La part des CDD, des emplois aidés et des emplois non-salariés est moins importante dans la population active occupée de la zone d'emploi nord que dans celle de la région.

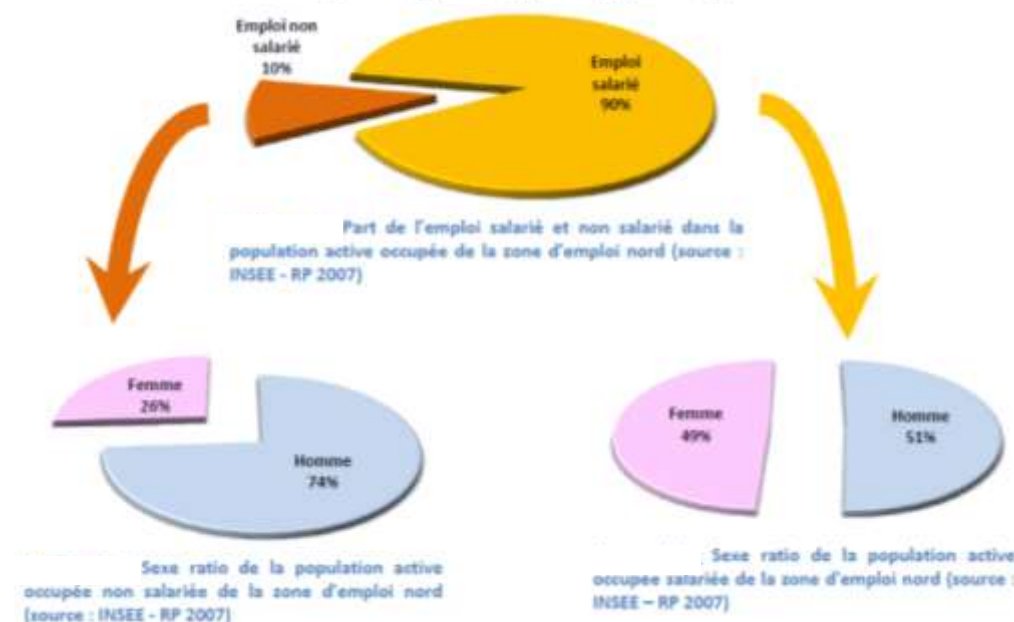
## L'emploi salarié

La part de l'emploi salarié dans la population active occupée de la zone d'emploi nord (89,6%) est supérieure à la part régionale (87,2%).

La part des femmes de la zone d'emploi nord dans l'emploi non salarié est de seulement 26% comme au niveau régional. En revanche, la zone d'emploi nord est plus proche de la parité que la région concernant le sexe ratio de la population active occupée à temps complet (49% de femmes dans la zone d'emploi nord contre 46% au niveau régional).



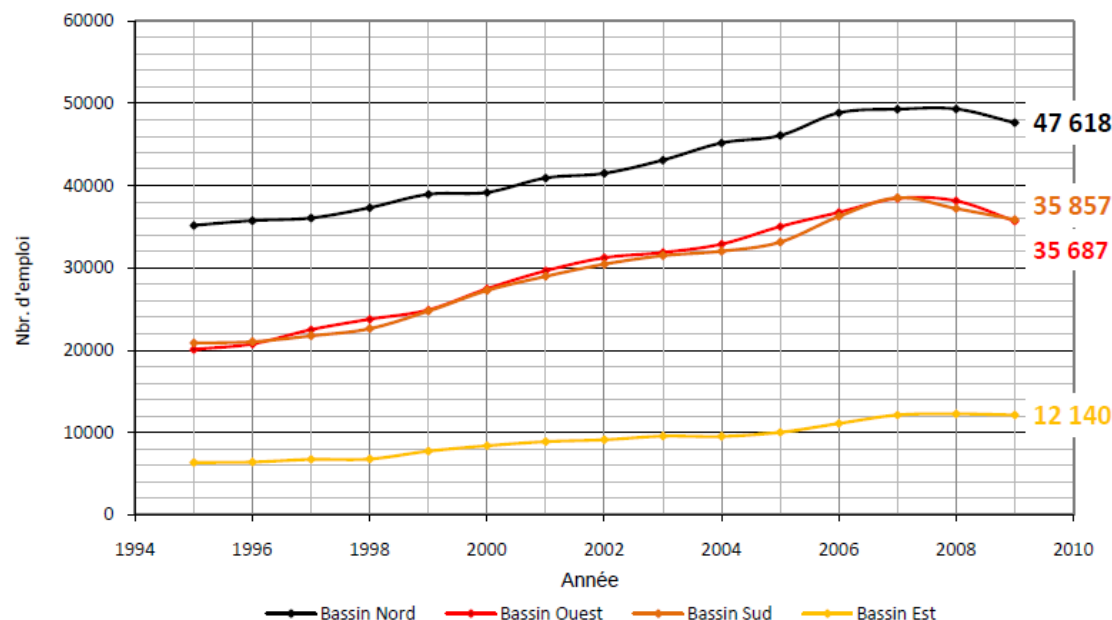
**Source :** Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.



Sur la zone d'emploi nord, l'emploi salarié augmente régulièrement, de 1995 à 2006. La crise financière de 2007 provoque la stabilisation des effectifs salariés en 2007 et 2008. Et la crise de 2008 entraîne une diminution importante des emplois salariés en 2009.

### Le type d'activités

Avec environ 83% des emplois de la CINOR sont concentrés dans les activités de service et de commerce. Les emplois dans le secteur des services sont particulièrement prépondérants en comparaison avec la région ou la métropole.

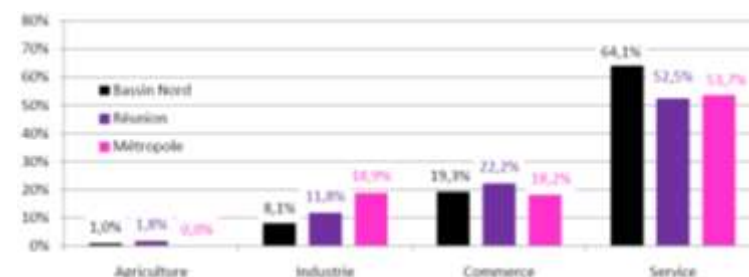


Evolution de l'emploi salarié couvert par le champ de l'UNEDIC par microrégion (source : UNEDIC)

**Source :** Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.

La zone d'emploi nord semble donc mieux résister à la crise que les autres microrégions puisque le taux de croissance de l'emploi salarié régional était déjà négatif en 2008 (-1,0%).

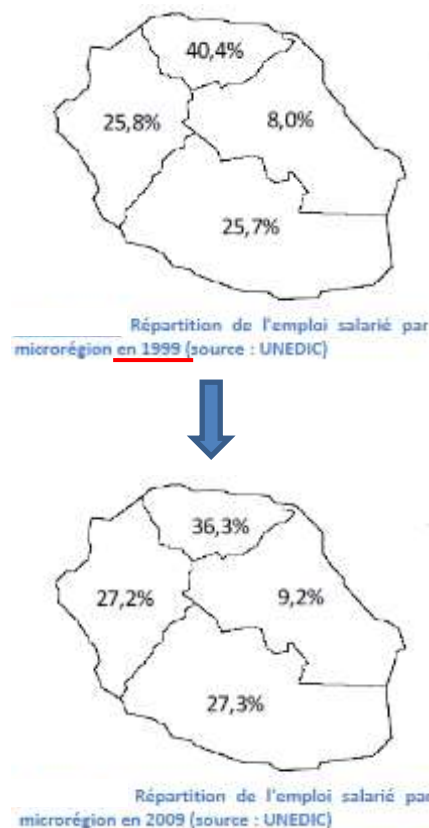
Les secteurs du « commerce – réparation automobile & motocycle », des « activités scientifiques et techniques – services administratifs et de soutien » et de l'« administration publique, de l'enseignement, de la santé humaine et de l'action social » concentrent plus de 52% des emplois salariés de la zone d'emploi nord. Ces trois secteurs sont largement plus prépondérants dans la zone d'emploi nord qu'au niveau régional ou métropolitain.



Globalement la croissance de l'emploi salarié dans la zone d'emploi nord de la plupart des secteurs est supérieure à celle de la métropole sur la période 1999 – 2009. La croissance de l'emploi salarié sur cette période est particulièrement importante pour le secteur de « industries extractives, l'énergie, l'eau, la gestion des déchets et la dépollution ». Toutefois, l'emploi salarié industriel diminue tendanciellement en valeur absolue sur cette période, en raison des gains de productivité relativement plus élevés, de l'externalisation de certaines activités et de la concurrence internationale.

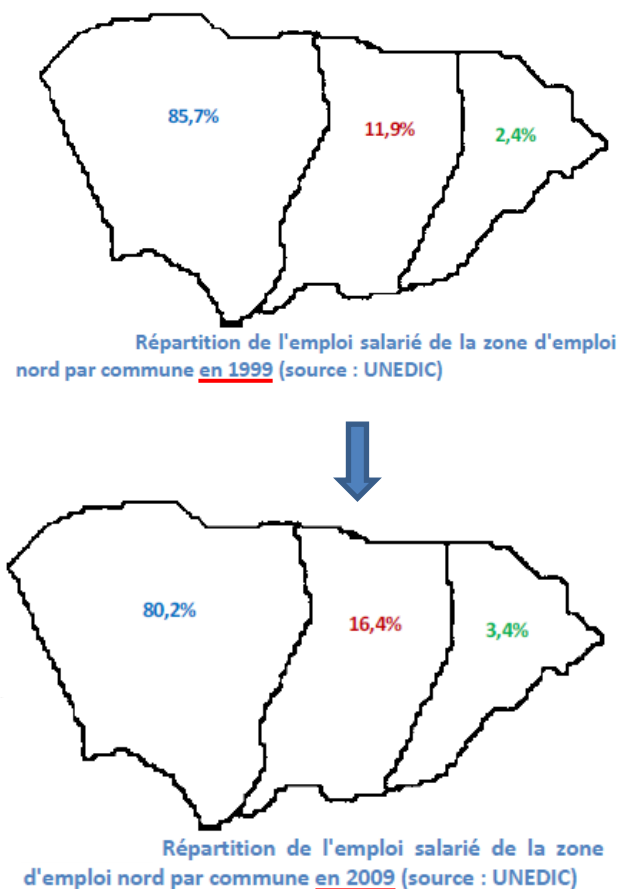
**L'emploi industriel ne représente uniquement que 8,1% de l'emploi salarié de la zone d'emploi nord.** Les activités industrielles de haute technologie (téléphonie, informatique, signalétique et secteur médical), le secteur de l'imprimerie, la presse et l'édition ainsi que l'industrie de la boisson caractérisent le tissu industriel de cette microrégion. L'emploi salarié des secteurs de « la construction » et des « autres activités de service » est fortement impacté par la crise de 2008.

L'indice de concentration de l'emploi salarié diminue régulièrement depuis 1995. Il se stabilise depuis 2007. La part de la zone d'emploi nord dans l'emploi salarié régional diminue régulièrement au profit des microrégions ouest, sud et est mais demeure largement prépondérante.



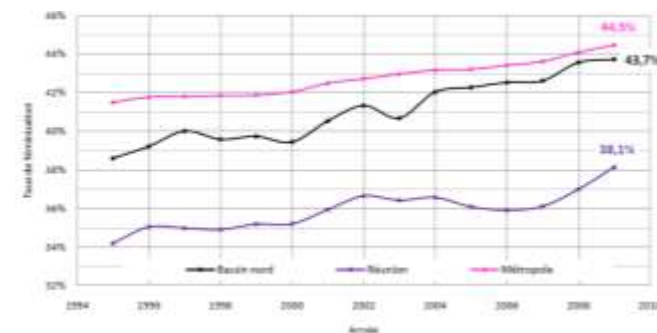
**Source :** Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.

Au niveau de la zone d'emploi nord, l'emploi salarié reste fortement concentré sur Saint-Denis.



La diminution des terrains à bâtir disponibles, la hausse du prix du foncier et des coûts de congestion favorisent fortement la déconcentration de l'activité et de l'emploi salarié. Sainte-Marie et dans une moindre mesure Sainte-Suzanne bénéficient fortement de cette déconcentration.

En 2009, 43,7% des salariés de la zone d'emploi nord sont des femmes. Largement supérieur à la moyenne Réunionnaise (38% des effectifs salariés), le taux de féminisation de l'emploi de cet arrondissement demeure inférieur à celui de la métropole où les femmes représentent 44,46% des salariés. Pour l'ensemble des zones étudiées, l'emploi se féminise régulièrement depuis 1995.



Les secteurs présentant les taux de féminisation de l'emploi salarié les plus importants sont globalement les mêmes pour les trois zones observées :

- Administration publique, enseignement, santé et action sociale,
- Activités financières et d'assurance,
- Autres activités de services.

Ces trois secteurs sont les seuls où l'emploi salarié féminin est supérieur à l'emploi salarié masculin.

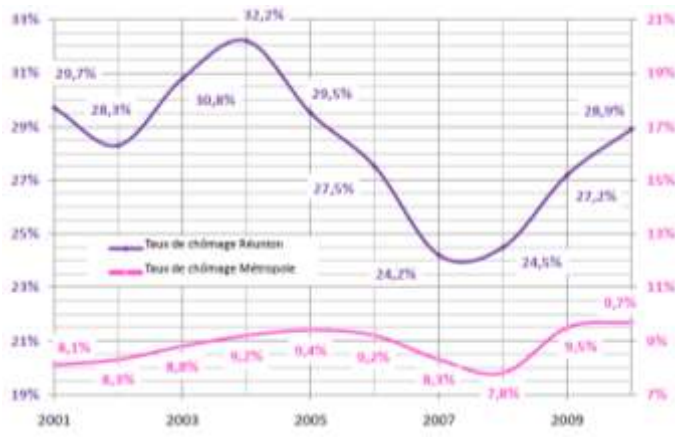
Les secteurs présentant les taux de féminisation de l'emploi salarié les moins importants sont pour la zone d'emploi nord :

- L'agriculture, la sylviculture et la pêche (3,9% de l'emploi salarié contre 26,3% en métropole)
- La construction

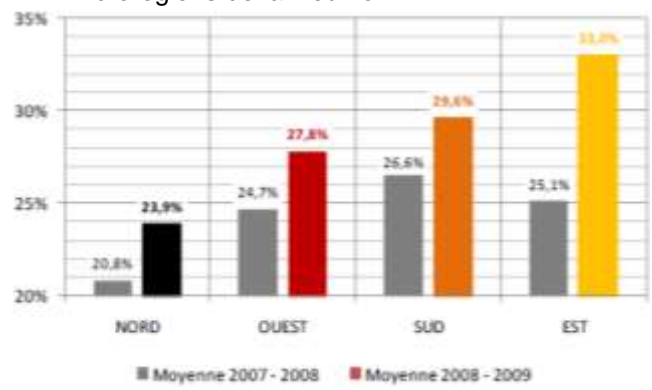
### 3- La population active inoccupée de la CINOR

#### Le taux de chômage

La crise financière amorcée en juillet 2007, accentuée par la crise économique mondiale en septembre 2008 et la fin des grands chantiers ont fortement favorisé la hausse du chômage à la Réunion.



Le taux de chômage de la zone d'emploi nord demeure nettement supérieur au taux métropolitain mais reste le moins important des microrégions de la Réunion :

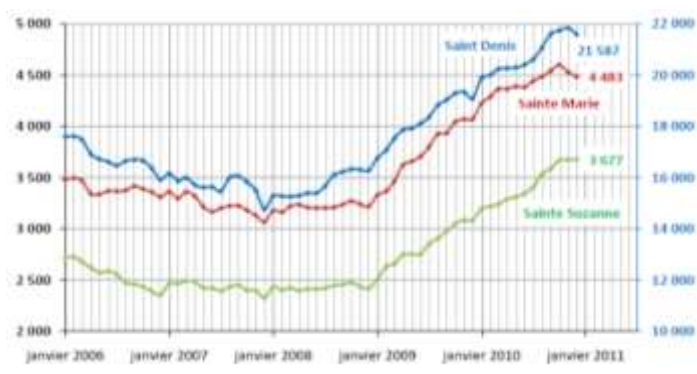


#### La Demande d'Emploi en Fin de Mois (DEFM)

Parallèlement à la hausse du chômage, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fin de mois (toutes catégories) a fortement augmenté depuis janvier 2008 :



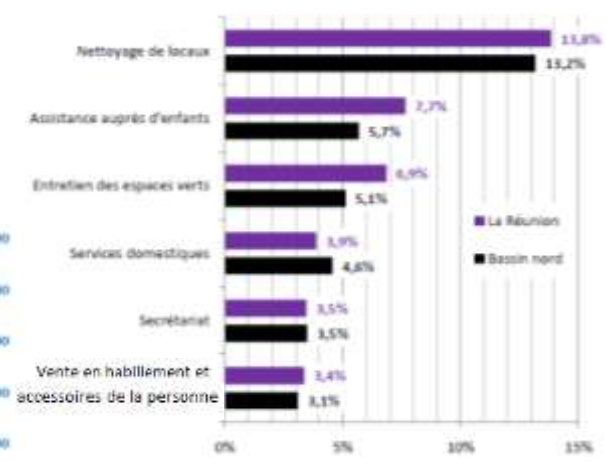
La forte augmentation des taux de croissance annuel du nombre de demandeurs d'emploi (toute catégorie) inscrits à Pôle emploi en fin de mois a débuté au cours de l'année 2007. Une diminution de ces taux s'est amorcée au début du deuxième semestre 2009 en métropole et au début de l'année 2010 à La Réunion. La diminution du taux de croissance annuel de la DEFM toute catégorie est plus nette en métropole qu'à la Réunion et que sur la zone d'emploi nord. De la même manière le nombre de demandeurs d'emploi toute catégorie a fortement augmenté dans chacune des trois communes de la zone d'emploi nord.



L'augmentation des taux de croissance annuels de la DEFM toute catégorie a été plus modérée sur la commune de Saint-Denis que sur les deux autres communes. Toutefois la diminution des taux de croissance annuels depuis le début de l'année 2010 est plus marquée sur la commune de Sainte-Marie. La diminution régulière des taux de croissance annuels au cours de l'année 2010 peut être un indicateur de reprise de l'activité économique et donc de l'emploi. Il faut cependant rester prudent et attendre la confirmation de cette diminution au cours de l'année 2011 (résultats attendus 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

La DEFM de catégorie A permet de comptabiliser les demandeurs d'emploi en recherche active d'emploi, disponibles immédiatement et n'ayant pas travaillé au cours du mois. La DEFM de catégorie A représente environ entre 75 et 85% de la DEFM toute catégorie.

Les métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi de la DEFM A sont globalement les mêmes sur la zone d'emploi nord et sur la Réunion.





## 4- Le marché du travail

Le bassin nord se caractérise par une part importante de demandeurs d'emploi qui recherchent du travail dans la direction des petites ou moyennes entreprises. Les grands domaines professionnels de recherche d'emploi des femmes inscrites dans la DEFMA de la zone d'emploi nord au 31/12/2010 sont proportionnellement plus restreints que ceux des hommes. En effet, trois grands domaines professionnels (Service à la personne et à la collectivité – Support à l'entreprise – Commerce, vente et grande distribution) concentrent environ 80% des recherches des femmes.

Bassin Nord	
Nettoyage de locaux	3 076
Assistance auprès d'enfants	1 328
Entretien des espaces verts	1 197
Services domestiques	1 068
Secrétariat	814
Vente en habillement et accessoires de la personne	726
Agent administratif	693
Direction de petite ou moyenne entreprise	570
Maçonnerie	518
Hôte de caisse	480
Manoeuvre du gros œuvre et des travaux publics	463
Entretien des espaces naturels	447
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	443
Peinture en bâtiment	386
Assistance auprès d'adultes	339
Mise en rayon libre-service	339
Comptabilité	333
Magasinage et préparation de commandes	272
Animation de loisirs auprès d'enfants ou d'adolescents	240
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	235

La Réunion	
Nettoyage de locaux	15 666
Assistance auprès d'enfants	8 673
Entretien des espaces verts	7 756
Services domestiques	4 391
Secrétariat	3 913
Vente en habillement et accessoires de la personne	3 814
Manoeuvre du gros œuvre et des travaux publics	3 722
Maçonnerie	3 657
Entretien des espaces naturels	2 292
Hôte de caisse	2 160
Assistance auprès d'adultes	2 055
Mise en rayon libre-service	1 888
Peinture en bâtiment	1 756
Conduite et livraison par tournées sur courte distance	1 612
Agent administratif	1 575
Conduite de transport de marchandises sur longue distance	1 383
Magasinage et préparation de commandes	1 299
Sécurité et surveillance privées	1 162
Mécanique automobile	1 160
Comptabilité	1 108

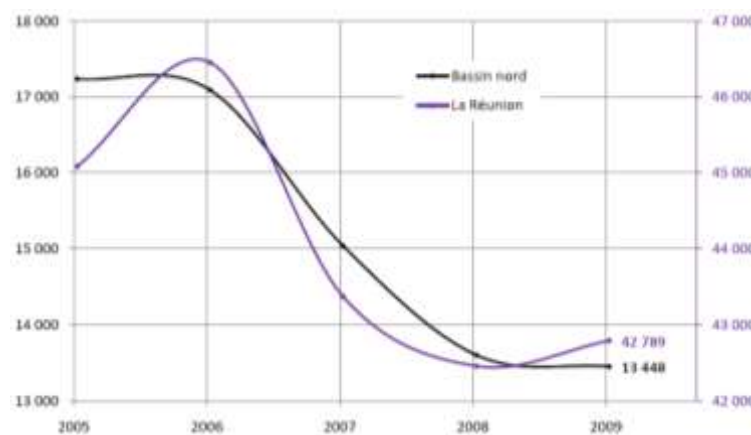
### L'offre d'emploi enregistrée

Le nombre d'offres enregistrées par Pôle emploi est un des critères d'analyse de la conjoncture économique.

En toute rigueur, la part de Pôle Emploi sur le marché de l'offre devrait être définie comme le rapport entre le volume des offres d'emploi que cette structure enregistre et le volume de l'ensemble de celles qui sont émises sur le marché du travail. Il est cependant impossible de déterminer avec exactitude l'ensemble des offres d'emploi qui sont émises sur le marché du travail puisqu'il n'existe aucune source permettant de les qualifier (embauches par candidature spontanée, par annonce directe de l'entreprise, par recrutement interne...). Pôle emploi collecterait entre 30 et 40% de l'ensemble des offres émises sur le marché de l'emploi.

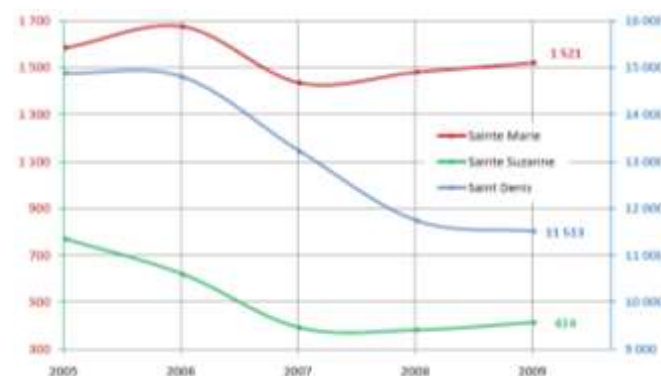
Toutefois, les offres d'emplois enregistrées par Pôle emploi constituent un bon indicateur pour définir un potentiel d'emploi sur une zone. Cette variable permet également de mettre en évidence les tensions entre les besoins des entreprises et les caractéristiques des demandeurs d'emploi.

Les crises successives de 2007 et de 2008 ont eu pour conséquence une forte diminution du nombre d'offres d'emploi enregistrées par Pôle emploi :



La diminution du nombre d'offres d'emplois enregistrées a été plus importante sur la zone d'emploi nord que sur l'ensemble de la Réunion. Toutefois, la diminution du nombre d'offres d'emplois enregistrées a été plus importante sur Saint-Denis que sur Sainte-Marie.

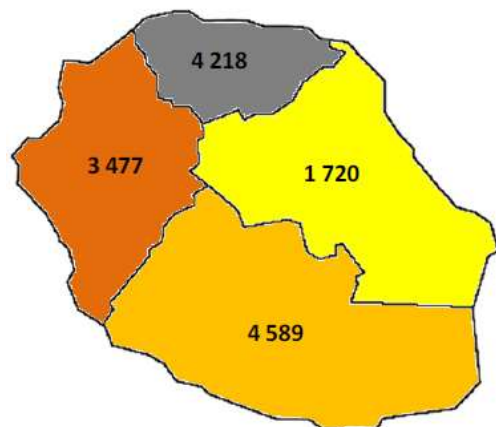
Les offres d'emploi mobilité du département sont comptabilisées et enregistrées avec celles de la zone d'emploi nord. Pour l'ensemble des zones observées, le taux de croissance annuel du nombre d'offres d'emploi enregistrées est en augmentation entre 2009 et 2010. Cela peut traduire un léger redémarrage de l'activité.



Réalisée par Pôle emploi en partenariat avec l'ensemble de ses directions régionales et le concours du CREDOC63, l'enquête besoins en main d'œuvre (BMO) mesure les intentions de recrutement des employeurs pour l'année à venir. L'enquête 2011 fait état de 1 542 400 projets de recrutement dans les 386 bassins d'emploi français (métropole et DOM), soit une augmentation de 1,1% par rapport à 2010. A La Réunion, le nombre de projets de recrutement en 2011 (14 684 projets) progresse de 2,3% par rapport à 2010 (14 356 projets).

Avec respectivement, 22% et 16% des projets d'embauches, les secteurs « autres activités de services » et « administration publique » sont les plus porteurs de recrutement à La Réunion. La construction accuse une diminution de projets de recrutement entre 2010 et 2011. La part des emplois saisonniers progresse en 2011 (23% des projets d'embauche contre 19% en 2010).

Sur la zone d'emploi nord, l'enquête BMO 2011 présente **4 218 projets de recrutement en 2011** (28,7% des projets de recrutements de la région) contre 3 897 en 2010, soit une progression de 8,2%.



Ce résultat confirme le poids important de la zone d'emploi nord dans l'offre d'emploi au niveau régional.

Au niveau régional, « l'agriculture, la marine et la pêche » constitue la famille professionnelle qui présente le plus de projets de recrutement (15,9% des projets d'embauche).

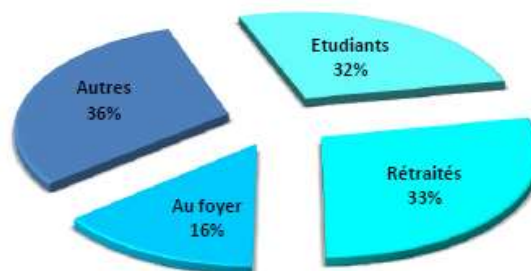
Les familles professionnelles les plus prometteuses de projets de recrutement sur la zone d'emploi nord sont « les services aux particuliers et aux collectivités », « la santé, l'action sociale, culturelle et sportive », « le

commerce » et « la gestion et l'administration des entreprises ». Le secteur « Bâtiment et travaux publics » ne figure qu'en 7ème position (8,2% des projets de recrutement) au niveau de la zone d'emploi nord et en 4ème position au niveau régional (13,4% des projets d'embauche).

## 5- La population inactive

Le pourcentage de la population inactive sur la zone d'emploi nord (40,4%) est nettement inférieur à celui de la Réunion (42,1%).

Sur la zone d'emploi nord, la part d'étudiant (32%) dans la population inactive de plus de 15 ans est largement supérieure à celle dans la population inactive régionale (27%). Cela s'explique notamment par la présence de l'université sur la ville de Saint-Denis.



Les femmes représentent 97,6% des personnes inactives au foyer. La part de personnes au foyer dans la population inactive de la zone d'emploi nord est inférieure à celle dans la population inactive régionale. Cela peut s'expliquer par le taux d'activité des femmes plus important sur la zone d'emploi nord.

## Le tissu productif

### 1- L'agriculture

Le recensement agricole s'est déroulé entre septembre 2010 et avril 2011 à la Réunion, comme dans tous les autres départements de métropole et d'outre-mer.

Organisée tous les 10 ans, cette enquête s'est adressée à l'ensemble des agriculteurs, qu'ils exploitent à titre principal ou secondaire.

L'emploi en agriculture reste une composante forte de la société rurale réunionnaise: **la population active agricole représente 15 687 personnes soit 11 749 UTA** (unité de travail annuel).

Entre les deux recensements de 2000 et 2010 la quantité de main d'œuvre nécessaire au fonctionnement des exploitations agricoles tend à se stabiliser.

Le nombre d'UTA ne baisse que de 4,5 % en 10 ans (12 303 en 2000). Dans le même temps, le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture baisse plus nettement, dans une proportion de 8 %. La main d'œuvre agricole est donc plus spécialisée, les exploitations se professionnalisent.

La main d'œuvre agricole repose toujours très majoritairement sur la famille, qui représente 78 % de la main d'œuvre totale.

Ce modèle d'agriculture familiale est assez stable à la Réunion, car cette proportion n'évolue quasiment pas depuis 10 ans (77 % en 2000).

Aux côtés des chefs d'exploitation, la participation des conjoints et autres actifs familiaux demeure fondamentale.

Leur proportion atteint aujourd'hui 30 % de la main d'œuvre familiale (25 % en 2000). Pour un quart d'entre eux, ces emplois familiaux sont occupés par des femmes (24 % des UTA familiales). Ce chiffre est en forte augmentation car elles n'étaient que 18 % en 2000.

Les salariés restent en proportion stable, à 22 % de l'emploi total. Parmi ceux-ci, les permanents ne représentent que 60 % et leur proportion diminue dans l'emploi total, à 13 % en 2010 contre 15 % en 2000. En compensation, l'emploi de personnel saisonnier se développe et atteint l'équivalent de 957 UTA en 2010 (785 UTA en 2000).

Les prestataires externes, entreprises et CUMA, représentent 93 UTA, soit moins de 1 % du travail (172 UTA en 2000).

A l'échelle de la Réunion, les exploitations agricoles occupent 42 813 ha de superficie agricole, cultivée ou utilisée. Au total, elles s'étendent sur 52 391 ha, avec les bâtiments, les cours, les bois des exploitations, les friches et les chemins.

La superficie agricole utilisée (SAU) a diminué de 879 ha depuis 2000, soit une baisse moyenne de 88 hectares par an. Au cours de la décennie précédente, la baisse moyenne était de 654 ha par an. Cette baisse s'est donc considérablement ralentie.

Diminution de 50 % du nombre des petites exploitations cannilières.

Augmentation de 50 % des grandes exploitations cannilières.

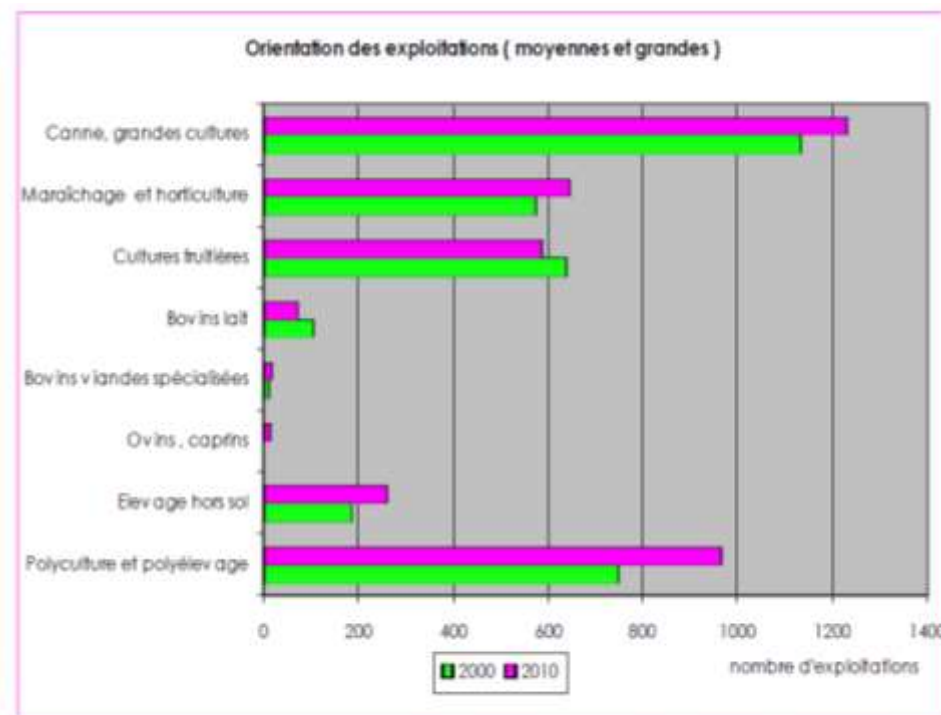
Doublement du nombre des grandes exploitations maraîchères et horticoles.

Augmentation de 18 % des grandes exploitations fruitières.

Baisse de 40 % des exploitations spécialisées en lait ou en viande.

Augmentation de 16 % des exploitations de polyculture élevage.

Augmentation de 42 % des moyennes et grandes exploitations hors sol.





A l'échelle de la CINOR, la présence d'une terre volcanique, un étagement altimétrique et des conditions climatiques contrastées permettent une agriculture diversifiée, handicapée par un relief escarpé et des accidents climatiques fréquents (cyclones et sécheresses).

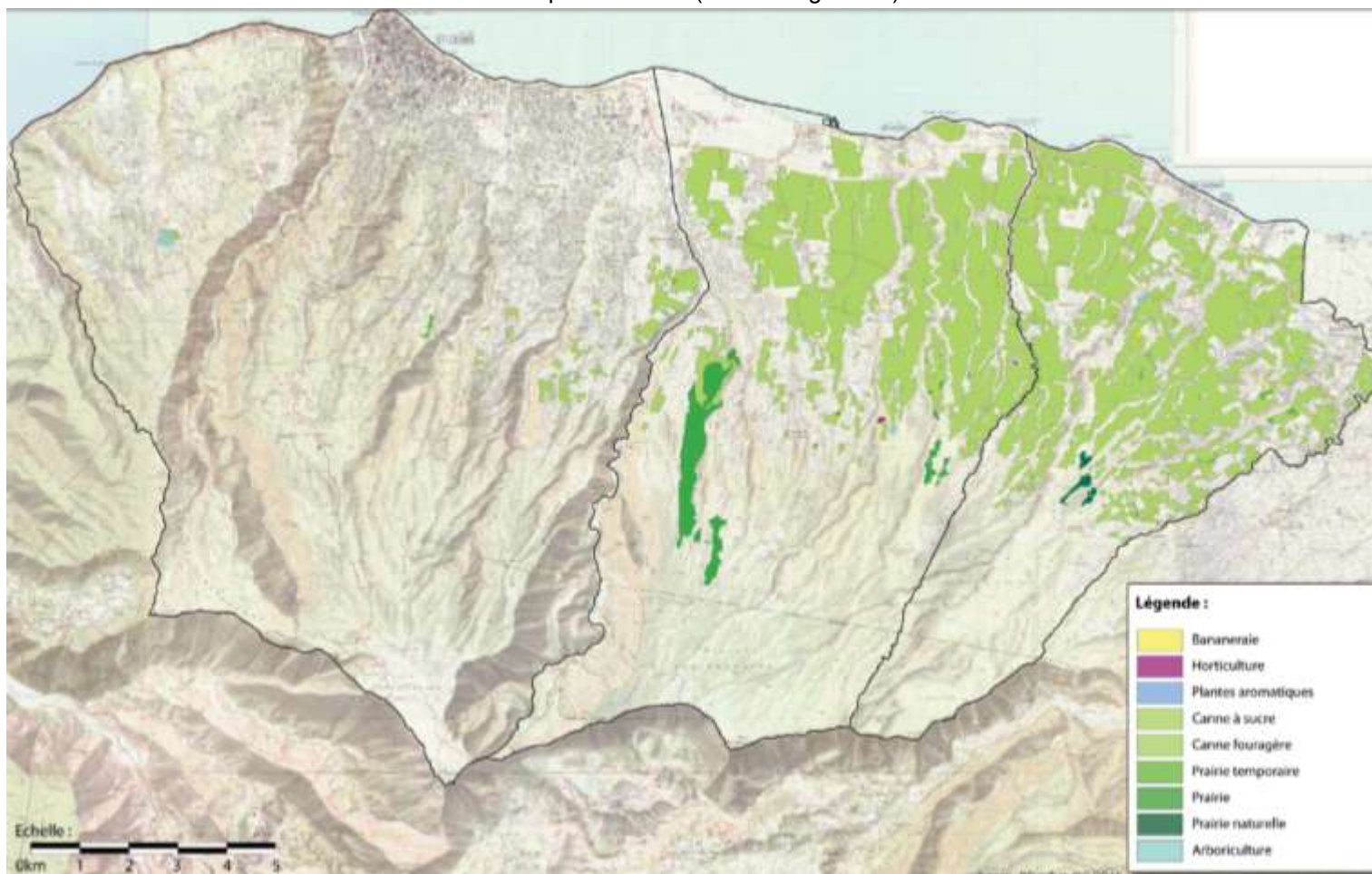
Dès l'origine, la canne a occupé dans l'agriculture réunionnaise une place centrale. Cependant, d'autres activités se sont développées, notamment l'élevage sur des surfaces importantes, les cultures hors sol, le maraîchage.

Sur la CINOR, la canne reste la culture dominante. Bien que les entreprises agricoles liées à la production cannière aient en grande partie disparu à Saint-Denis trop éloignées des centres de réception, il n'en est pas de même sur les communes de Sainte-Suzanne et Sainte-Marie qui apparaissent comme des centres de production très performants (modernisation de l'outil de production, rendement accru..).

De plus, les cultures sous abri (tunnels, serres) se développent compensant ainsi en partie la diminution du nombre d'exploitants agricoles par la création d'emplois salariés (ouvriers agricoles)

travaillant dans les exploitations maraîchères et agricoles.

L'enjeu territorial en terme de maintien et de dynamisation de l'agriculture de la CINOR se situe principalement sur les communes de Sainte-Suzanne et de Sainte-Marie qui apparaissent comme pôles moteurs.





## La filière canne

La filière canne- sucre- rhum bagasse demeure une activité essentielle de l'île de la Réunion. La culture de la canne y occupe près de la moitié de la surface agricole utilisée avec 24 336 ha. Cette production représente le tiers de la production agricole finale. Sur les 7 623 exploitations de la Réunion, environ 3 473 cultivent de la canne à sucre sur 57% de la surface agricole utilisée.

Le territoire de la CINOR participe activement au dynamisme de la filière canne à sucre par les surfaces agricoles qui lui sont consacrées, en particulier sur les communes de Sainte-Marie et Sainte- Suzanne.

Par ailleurs, la présence à Saint- André, commune voisine de Sainte- Suzanne, de l'usine sucrière de Bois Rouge génère une dynamique économique profitant au territoire de la CINOR (entreprises logistiques, industries agro-alimentaires...).

Sur le territoire de la CINOR, la canne est l'activité agricole dominante en terme de surface et de poids économique.

Les perspectives de production pour les années 2010- 2015 sont de 2 500 000 de tonnes nécessitant une surface supplémentaire d'environ 200 ha, soit 4 330 ha.

Toutefois, l'évolution des surfaces cultivées en canne à sucre est en diminution constante depuis maintenant plusieurs décennies. Les modifications des méthodes de rendement proviennent des possibilités d'irrigation des terres cultivées.

## Une filière spécialisée de haute technologie induite de l'activité agricole cannière

Les exploitations cannières de la CINOR sont parmi les plus performantes de l'île en raison notamment de leur haut niveau de mécanisation. De surcroît, le processus de fabrication de sucre génère des sous-produits (et par voie de conséquence des emplois indirects), valorisés par diverses utilisations : les usines sucrières produisent bagasse, écume et mélasse.

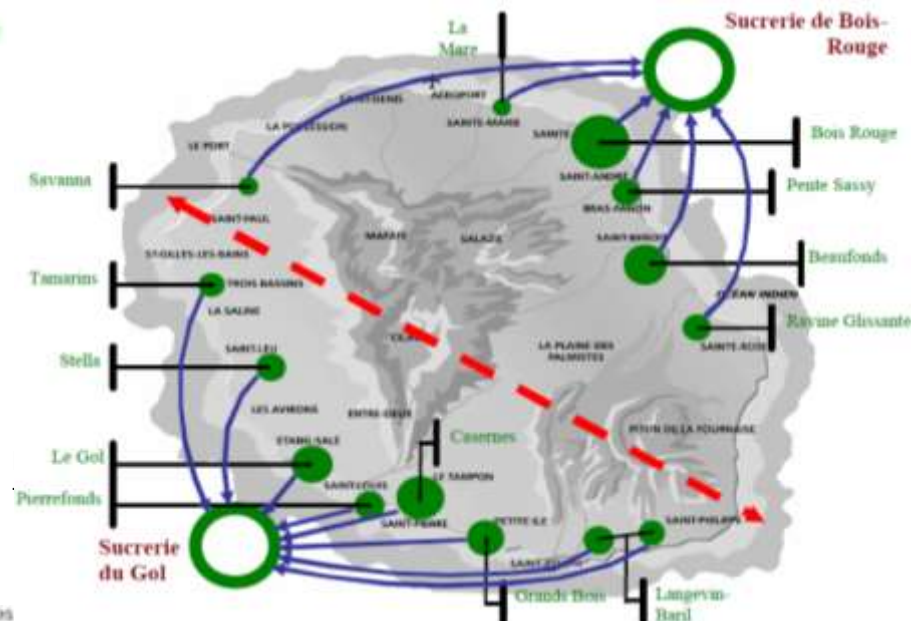
La bagasse constitue une importante source d'énergie ; ainsi, ont vu le jour deux centrales thermiques : la Centrale Thermique de Bois Rouge en 1992 et celle du Gol en 1995.

L'écume constitue un puissant fertilisant pour le sol. La mélasse est à la base de la production de rhum (5,8 millions d'Euros à l'exportation).

Principales caractéristiques de l'agriculture dans les départements d'outre mer

	Réunion	
	2000	2010
Exploitations agricoles	9 272	7 623
Chefs et coexploitants	9 387	7 872
Chefs et coexploitants de moins de 40 ans	3 583	1 758
Total population agricole familiale	14 854	14 173
Salariés permanents hors famille	2 580	1 800
Travail agricole familial UTA	9 475	9 123
Travail agricole total UTA	12 501	11 749
Formation agricole secondaire ou supérieure des chefs et coexploitants	1 284	1 337
Superficie totale	52 833	52 391
Surface agricole utilisée	43 692	42 813
Nb exploitations ayant de la surface agricole	8 762	7 378
Surface agricole moyenne	5,0	5,8
Superficie en canne à sucre	25 923	24 336
Nb exploitations ayant de la canne à sucre	4 777	3 473
Superficie en banane	324	477
Nb exploitations ayant de la banane	458	722
Exploitations ayant des bovins	2 037	1 076
Effectif bovin	27 092	27 662
Exploitations ayant des porcins	879	580
Effectif porcine	76 873	70 634

Source : Agreste- Recensement agricole 2000 - 2010 \* Données provisoires



## 2- L'activité halieutique

À la fin 2009, la flottille de pêche réunionnaise compte 287 navires, soit 3,9 % du total de la flotte de pêche française.

La flotte réunionnaise est largement constituée **d'embarcations de moins de 10 mètres qui pêchent à proximité des côtes en sorties de moins de 24 heures**. Plus de la moitié des marins inscrits au rôle du quartier des affaires maritimes de La Réunion pratiquent cette petite pêche. Les prises de ce type de pêche sont destinées en quasi-totalité à l'approvisionnement du marché local. Le Conseil régional et la Direction départementale des affaires maritimes s'emploient à structurer la filière afin de maîtriser et d'accroître la production et la commercialisation.

Environ 10 % des embarcations pratiquent la pêche palangrière (regroupant la pêche côtière et la pêche au large) au cours de sorties pouvant aller jusqu'à 20 jours. Cette pêche se pratique dans une zone située entre 12 et 20 miles de La Réunion ou de Madagascar. Cette technique de pêche à la « longue ligne » consiste à capturer des poissons à partir de lignes pouvant mesurer plusieurs kilomètres et dotées de centaines d'hameçons accrochées à des bouées munies d'émetteurs. Plus du tiers des marins inscrits à La Réunion pratiquent ce type de pêche.

La grande pêche industrielle, dont les campagnes durent plus de 20 jours, s'exerce uniquement dans les zones économiques exclusives des TAAF. Elle emploie, fin 2008, une cinquantaine de marins inscrits à La Réunion. Les captures de la grande pêche industrielle sont essentiellement des légines, pour lesquelles un quota de 6 100 tonnes de prise a été fixé pour la campagne 2008-2009.

Navires de pêche selon la longueur et le genre de navigation

en nombre au 31/12/2009

Longueur	Genre de navigation	
	La Réunion	France
Moins de 10 m .....	250	5 213
10 m à moins de 12 m .....	7	966
12 m à moins de 24 m .....	26	895
24 m à moins de 40 m .....	3	181
40 m ou plus .....	1	50
<b>Total .....</b>	<b>287</b>	<b>7 305</b>

Source : Direction des pêches maritimes (DPMA).

Marins pêcheurs selon la durée d'embarquement et le genre de navigation

en nombre

Durée d'embarquement au 31/12/2008	Genre de navigation au 31/12/2009	
	La Réunion	France
Moins de 3 mois .....	102	3 538
3 à 6 mois .....	61	2 362
6 à 9 mois .....	79	2 797
Plus de 9 mois .....	296	15 144
<b>Total .....</b>	<b>538</b>	<b>23 841</b>

Source : Direction des pêches maritimes (DPMA).

L'économie de la pêche sur le territoire de la CINOR est assez limitée, les conditions océaniques y étant relativement défavorables (fréquente et importante houle marine au large du nord de l'île). Ainsi, cette activité n'a jamais été identifiée comme une priorité pour l'économie locale de la CINOR.

Parmi les 3 collectivités de l'EPCI, seule la commune de Sainte-Marie dispose actuellement d'un port offrant un potentiel en matière d'activités halieutiques. Mais la vocation principale du port de Sainte-Marie reste la plaisance nautique : sur les 185 anneaux actuels de son port (450 anneaux si l'on considère le port à sec), seuls une cinquantaine sont occupés par des bateaux de pêche.



Les régimes d'écoulement torrentiels, l'irrégularité des écoulements de la grande majorité des ravines de l'Ouest, la faible diversité des milieux aquatiques continentaux, et l'isolement géographique de l'île sont autant de facteurs limitant la colonisation des milieux par des espèces piscicoles d'eaux douces.

Les activités de pêche en rivière sont donc relativement marginales et ne concernent que des pratiques individuelles et de loisirs telles que la pêche à la « gaulette ».

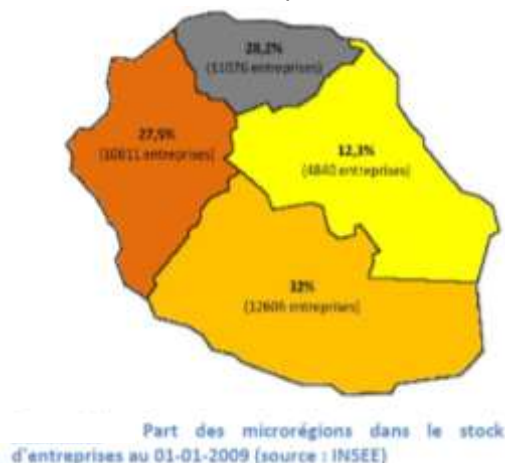


### 3- Le tissu économique

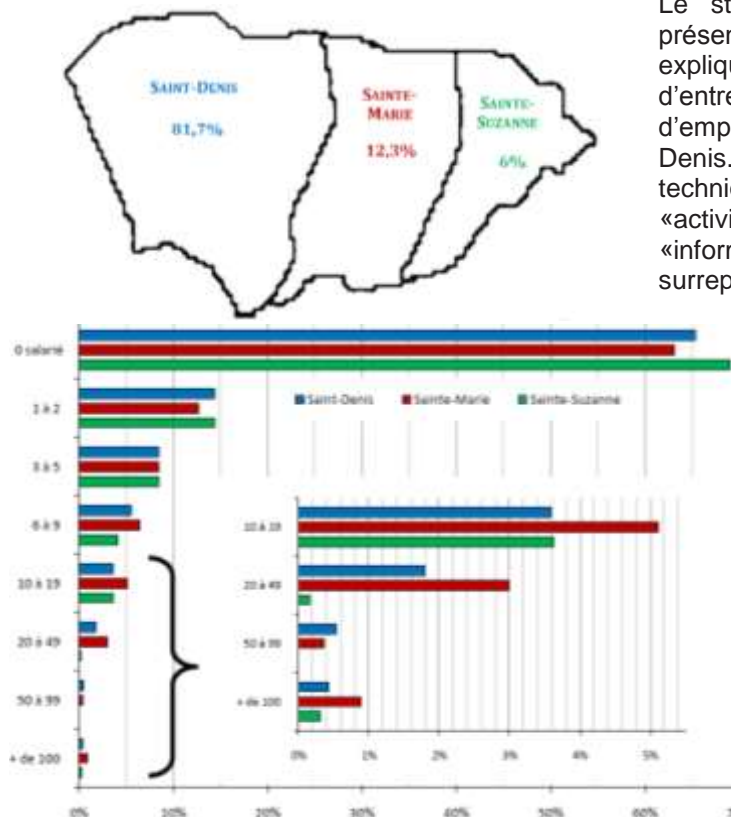
#### Les entreprises du territoire

La position de la zone d'emploi nord est prépondérante puisqu'elle rassemble 36 % de l'emploi de l'île. Cette zone d'implantation du chef-lieu concentre les sièges des grandes administrations, des banques et des sociétés de service aux entreprises. La présence de l'université et de la technopole favorise la concentration d'emplois stratégiques (ingénierie, haute technologie). Le paysage économique de la CINOR, à l'instar du Département s'est transformé lors des dernières années avec un déclin des activités purement industrielles face à une augmentation des activités de service. Si l'industrie agroalimentaire, et en particulier la production de sucre, restent prépondérantes et stables, les autres PMI peinent à maintenir leur part dans la création de richesse. Si l'activité est encore largement tournée vers la population locale avec un poids prépondérant du commerce et de la construction, on observe cependant un certain déclin de ces activités. Début 2009, la zone d'emploi nord concentrait 28,2% des entreprises de la Réunion selon l'INSEE. Cela confirme le poids économique et l'attractivité de la zone d'emploi au niveau régional.

**Source :** Diagnostic territorial partagé du territoire Nord de la Réunion, Maison de l'Emploi du Nord de la Réunion – CINOR, 2011.



Au niveau de la CINOR, la ville de Saint- Denis concentre 81,7% des entreprises du territoire contre 12,3% et 6% pour respectivement Sainte - Marie et Sainte- Suzanne.



Le tissu économique de La Réunion se caractérise par le poids important des petites entreprises. La création des petites entreprises a largement été encouragée depuis 2001, par les exonérations de cotisations sociales, pour les entreprises individuelles ou de moins de dix salariés, prévues par la loi d'orientation outre – mer.

**Les très petites entreprises de moins de 10 salariés représentent plus de 93% des**

**entreprises de la CINOR.** Saint- Denis regroupe 38 entreprises de plus de 100 salariés contre 12 et 2 pour respectivement Sainte- Marie et Sainte - Suzanne.

Le statut de chef- lieu départemental et la présence de la technopole et de l'Université expliquent en partie la forte proportion d'entreprises du tertiaire qualifiées sur la zone d'emploi nord et plus particulièrement sur Saint-Denis. Les secteurs «activités scientifiques et techniques– services administratifs et de soutien», «activités financières et d'assurance» et «information et communication» sont largement surreprésentés sur la CINOR.

En 2010, 8 133 entreprises ont été créées à La Réunion. Avec une progression de 22%, La Réunion présente le taux de croissance annuel du nombre d'entreprises créées entre 2009 et 2010 le plus important de France. Il convient cependant de modérer ce résultat en considérant le cas particulier des départements d'Outre-mer. En 2009, l'arrivée du régime de l'auto-entrepreneur avait largement favorisé l'évolution record de la création d'entreprises en France métropolitaine, alors que les quatre régions d'outre-mer avaient enregistré une très faible hausse (entre +8 et +48 % pour les régions d'outre-mer contre +81 % en France hors Ile- de- France). La législation de droit commun concernant la création d'entreprises et spécifique aux départements d'outre-mer étant plus favorable à celle de l'auto-entrepreneur, expliquait cette faible hausse dans les DOM. Depuis le début de l'année 2010, une mesure a modifié et amélioré la législation en vigueur concernant le régime de l'auto- entrepreneur. Cela peut expliquer en partie que ces quatre régions ont enregistré des évolutions comptant parmi les plus favorables

entre 2009 et 2010 (entre +20 et +68%). Malgré ces évolutions importantes ces quatre régions n'ont pas rattrapé les autres régions en termes d'évolution (évolution 2008- 2010 comprise entre + 23 et + 75 % contre +89 % pour la France hors Ile- de- France).

Le nombre mensuel de créations d'entreprises (ensemble des activités marchandes hors agriculture), à la Réunion, augmente depuis 2000, et plus nettement depuis 2007.

En 2009, environ 26% des entreprises créées à la Réunion étaient localisées sur la CINOR dont près de 80% sur la seule commune de Saint- Denis.

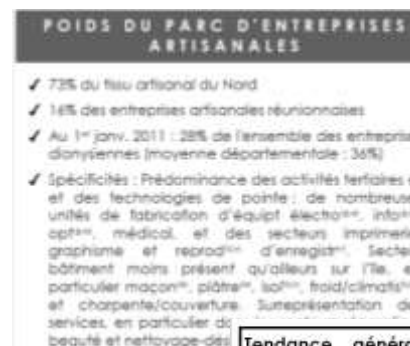
## L'artisanat

Le territoire de la CINOR abrite près d'une entreprise artisanale réunionnaise sur quatre, soit environ 4000 structures. Près d'1/3 des entreprises de la CINOR sont de nature artisanale. Environ 70% des structures exercent dans le bâtiment et les services, et 30% dans l'agroalimentaire ou la fabrication.

L'artisanat est également impacté par la crise de 2008. L'année 2009, se caractérise par un fort ralentissement de la croissance du nombre d'entreprises artisanales à La Réunion (+ 0,3% entre 2008 et 2009). La zone d'emploi nord est la microrégion la plus fortement impactée. Le nombre d'entreprises artisanales de la microrégion nord diminue de 1,1% entre 2008 et 2009 alors qu'il progressait de 3,3% entre 2007 et 2008.

Ce ralentissement de la croissance du nombre d'entreprises artisanales s'enracine dans la crise de 2008. Les secteurs du bâtiment sont les plus affectés par ce ralentissement. Toutefois, le nombre de créations d'entreprises artisanales a augmenté de 38,7% entre 2009 (300 entreprises créées) et 2010

(416 entreprises créées) dans la micro région nord contre respectivement 48,9% dans l'ouest, 46,4% dans le sud et 8,2% dans l'est.



**Le tissu artisanal de Saint- Denis en 2012**

**Tendance générale :** Quasi stagnation du stock d'entreprises. Un recul du bâtiment qui se poursuit (surtout 2<sup>nd</sup> œuvre). Après un boom de l'esthétique les années précédentes, de nombreuses cessations d'activité. Seuls la restauration et les plats à emporter connaissent une évolution notable.

## POIDS DU PARC D'ENTREPRISES ARTISANALES

- ✓ 17% du tissu artisanal du Nord
- ✓ 4% des entreprises artisanales réunionnaises
- ✓ Au 1<sup>er</sup> janv. 2011 : 39% de l'ensemble des entreprises de- la- Réunion, soit 2% de moins qu'en 2010 (moyenne départementale : 36%)
- ✓ Spécificités : Quelques métiers du bâtiment (rénovation, revêtement, froid-climatisation, pose de menuiserie) et du secteur tertiaire (travail des métaux, électronique-informatique, imprimerie-graphisme, et produits chimiques) bien représentés. Caractéristique du tissu artisanal liée à la proximité du chef lieu et à la présence de l'aéroport et du port : offre limitée en services de proximité classiques (réparation, esthétique et coiffure), mais de nombreux taxis et plusieurs entreprises de transformation de produits de la mer.

**Le tissu artisanal de Sainte- Marie en 2012**

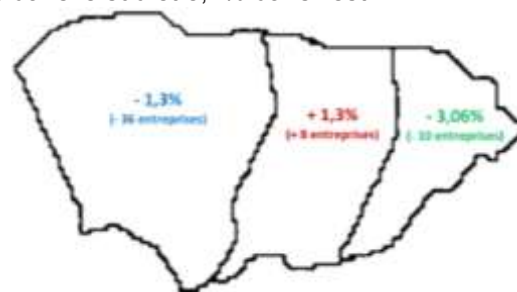
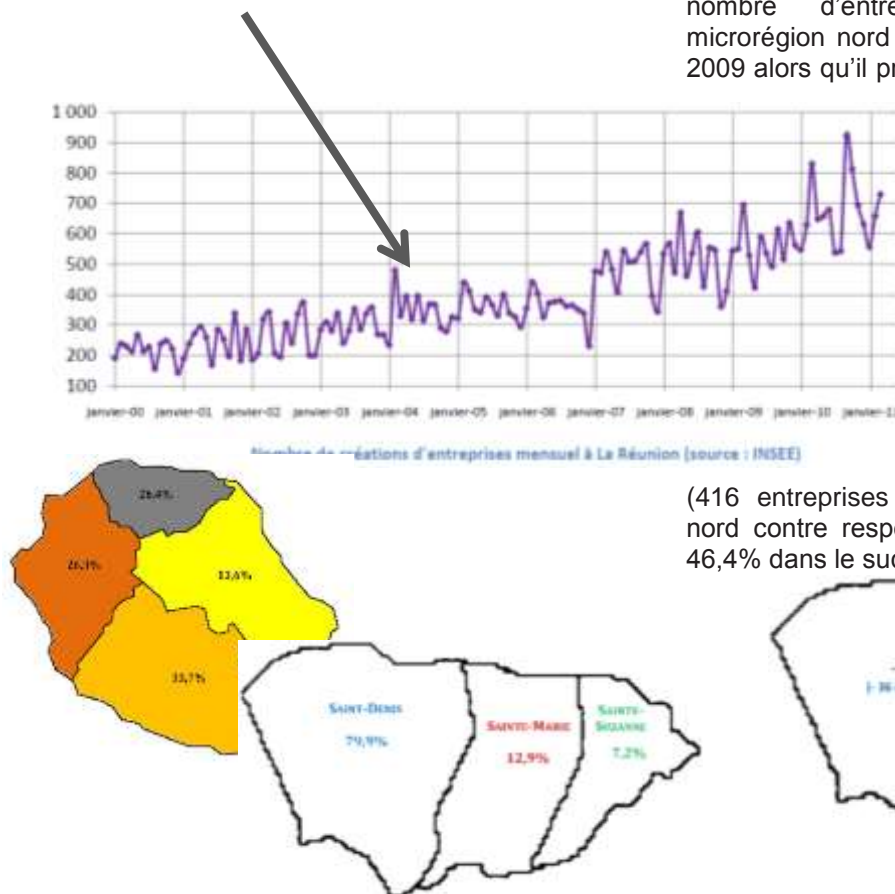
**Tendance générale :** Contrairement à la tendance générale observée ailleurs sur l'île, une bonne reprise de la dynamique artisanale en particulier dans le bâtiment (gros œuvre et étanchéité) et les services. Quant aux stocks d'entreprises des secteurs agroalimentaire et fabrication, ils ont plutôt tendance cette année à stagner dans le premier cas, et même à reculer dans le second.

## POIDS DU PARC D'ENTREPRISES ARTISANALES

- ✓ 10% du tissu artisanal du Nord
- ✓ 2% des entreprises artisanales réunionnaises
- ✓ Au 1<sup>er</sup> janv. 2011 : 43% de l'ensemble des entreprises de- la- Réunion (moyenne départementale : 36%)
- ✓ Spécificités : Sureprésentation du bâtiment, et à l'inverse sous-représentation des métiers de la beauté. On notera la présence de plusieurs entreprises de conserverie-assaisonnement.

**Le tissu artisanal de Sainte- Suzanne en 2012**

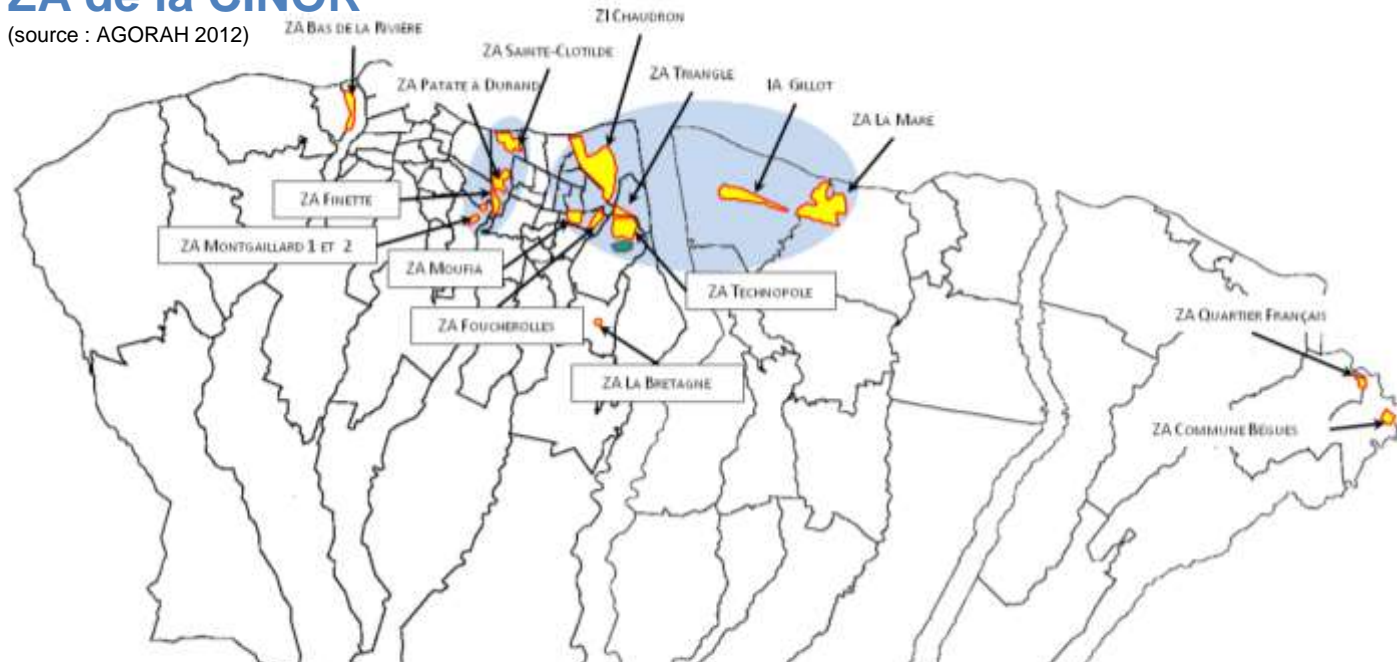
**Tendance générale :** Après une bonne reprise de l'activité artisanale en 2011, on assiste cette année à un léger fléchissement de la progression du stock d'entreprises en particulier dans le gros œuvre, l'agroalimentaire et la mécanique auto. Seul le second œuvre (surtout métiers de l'étanchéité) semble se développer de façon significative.





## ZA de la CINOR

(source : AGORAH 2012)



### Les zones d'activités

Parmi les 61 Zones d'Activité de la région, 16 sont implantées sur la CINOR. D'une **superficie totale de 200 ha**, elles représentent **environ 25% de la surface totale des ZA de l'île**.

Dans la microrégion nord, 7 ZA situées à l'Est de Saint- Denis :

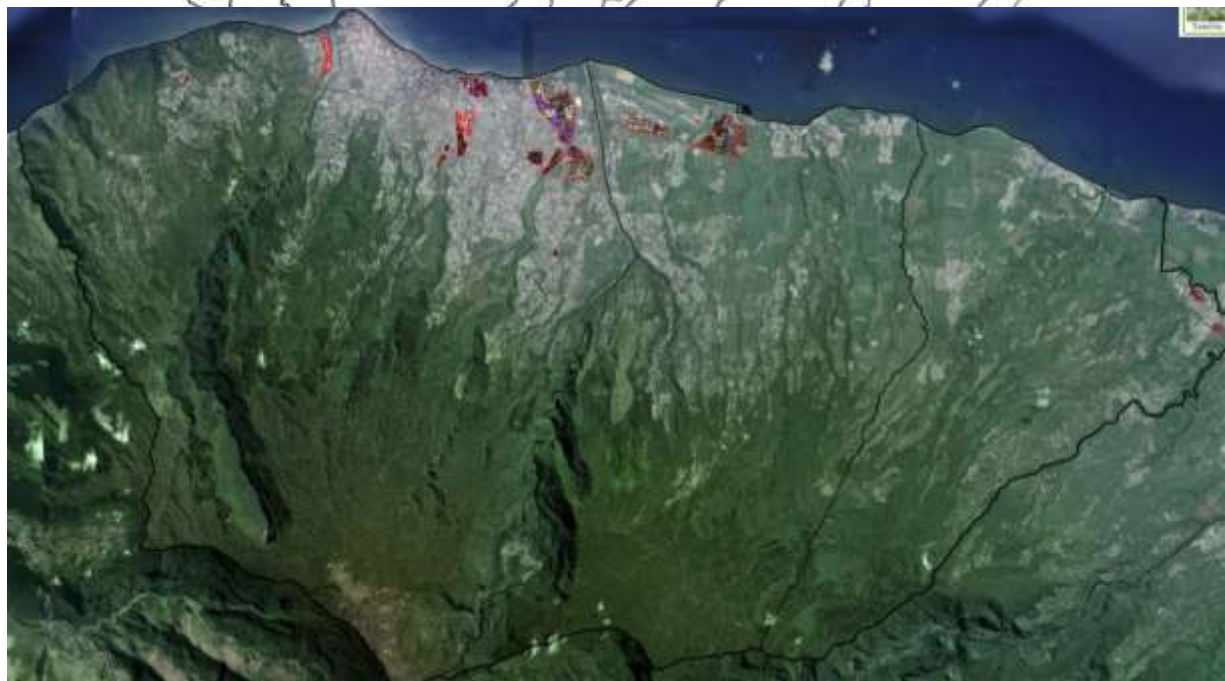
- Chaudron,
- Technopole,
- Triangle,
- Foucherolles
- et Moufia)

et à Sainte- Marie :

- Gillot,
- La Mare.

Ces dernières sont concentrées sur un espace de seulement 12 km<sup>2</sup> et constituent un ensemble de **151 ha de surfaces de ZA**. Elles représentent 78 % des ZA du Nord et 18 % des ZA de l'île. Un pôle secondaire de ZA localisé sur Saint- Denis couvre une superficie totale de 30 ha.

Le secteur productif, représente 36 % du total des activités de l'ensemble des ZA de la zone d'emploi nord. Les secteurs de l'automobile, du tertiaire qualifié et surtout de la filière « autres » sont surreprésentés par rapport à la moyenne régionale (source AGORAH 2012).



## Veille sur les grands projets

Le dispositif de veille du CARIF – OREF permet de capitaliser les données sur les projets en cours et l'estimation des besoins en main d'œuvre. Il est alimenté par le réseau de veilleurs.



Les projets remontés par les veilleurs sont moins nombreux dans la zone d'emploi nord, comparés aux autres microrégions. Cette faiblesse est probablement due à un ralentissement récent de la forte croissance du nord ces dernières décennies et à une mobilisation plus difficile des veilleurs du tertiaire, point fort de la CINOR.

Les principaux projets remontés par les Veilleurs à l'horizon 2013, concernent le domaine de l'hôtellerie restauration, du social et de l'animation, avec respectivement :

200 emplois sont prévus avant 2013 liés aux projets d'hôtel :

- hôtel d'affaires de Gillot - 100 chambres 2012
- projet hôtel Saint Denis - 150 chambres 2012
- auberge bistrot - 10 chambres 2011
- 120 emplois les projets liés au plan crèches et d'animation
- 20 emplois prévus dans les projets parc de jeux aquatiques et de stade en eaux vives

En matière de BTP, les éléments d'anticipation sont intégrés à la planification des projets mise à jour par la CER BTP. Les grands projets de nouvelle route du littoral et d'agrandissement de

l'aéroport vont générer de nouvelles activités dans le domaine de la construction et du génie civil.

## APPROCHE SPATIALE

Différentes zones aux enjeux économiques contrastées sont identifiées :

**Les zones à fort potentiel de développement tertiaire** sont les extensions du cœur d'agglomération autour de la technopole, de l'aéroport et des quartiers de La Mare et de Bois Rouge. Les axes de développement concernent le tertiaire à haute valeur ajoutée et les activités de transport (zone aéroportuaire et entrepôt export, extension de l'aérogare).

**Les zones à fort potentiel de développement « résidentiel »** (activités de services, de commerces, d'animation et de sport) sont :

- Bagatelle : nouveau pôle résidentiel à étoffer en services
- Beau séjour : ville nouvelle
- Montgaillard, Camélias et Trinité : opportunité foncière, animation et loisir, emplois liés aux opérations de rénovation urbaine des Camélias. L'opération ANRU comprend à la fois un volet construction de logements (285 logements) et réhabilitation (environ 1200 réhabilitations), construction d'équipements (maison de quartier et plateforme de services, équipements sportifs dont un gymnase), et la création de commerces en rez-de-chaussée d'immeuble. Ces investissements généreront des emplois directs et indirects, notamment un volet emploi d'insertion à destination des habitants du quartier (7% de ces heures de travail seront réservées à des personnes en

insertion, soit environ 15 ETP par an sur 5 ans).

- Centre ville de Saint- Denis : reconquête des friches urbaines (ancienne maison d'arrêt et autres plaques foncières)
- La Montagne : opportunités économiques à accompagner le développement résidentiel

## Les nouvelles zones d'activité mixte :

La Convenance, l'entrée de ville de Sainte-Suzanne et la Commune Bègue 2.

## APPROCHE SECTORIELLE

L'attractivité de la zone d'emploi nord pour les activités du secteur tertiaire est importante et s'explique par la concentration de nombreuses instances décisionnelles et par la présence du principal point d'accès du trafic aérien.

Le pôle Technor concentre une partie importante des services aux entreprises et entretient des échanges féconds avec les organismes de formation et les différents pôles universitaires. Le secteur du tertiaire à haute valeur ajoutée (information, communication, réseaux, études, formations ...) est certainement un axe stratégique à consolider pour les années à venir.

La présence forte des administrations centrales sur le territoire de la CINOR aura probablement tendance à diminuer, sous l'effet de la déconcentration et la baisse des effectifs à anticiper dans les prochaines années.

L'économie résidentielle (activités directement liées aux habitudes de consommation des habitants, comme le commerce, les services à la personne et le secteur « éducation, santé et action sociale ») est le principal pourvoyeur d'emploi de la zone d'emploi du nord.

*Ce secteur reste à renforcer dans les quartiers en densification (Bagatelle, La Montagne).*

*Au centre de cette économie résidentielle figurent les locomotives du monde sanitaire (Bellepierre, réseau de cliniques privées) qui favorisent le développement de toute l'offre sanitaire avale (cabinets spécialisés, équipements médico-sociaux, laboratoire d'analyses ...).*

*Un équilibre est à rechercher dans le développement des pôles commerciaux gagnés sur les terres à canne, afin de préserver l'attractivité du centre-ville de Saint-Denis.*

*En matière de BTP, le vieillissement des grands ensembles collectifs génèrera des besoins spécifiques en matière de réhabilitation et d'activité de second œuvre.*

*L'activité aéroportuaire sera développée avec le projet A 380 et entraînera le développement de toute l'activité transport logistique (passagers et marchandises).*

## **Le commerce**

Le commerce se positionne comme le premier secteur d'activité économique du département devant les services marchands. Près du quart des établissements de la Réunion sont des commerces. Ils emploient plus de 14 % de l'ensemble des salariés, soit 28 500 postes de travail. Le commerce de détail est prépondérant (58 % des emplois salariés du commerce). Les grandes surfaces à prédominance alimentaire (hypermarchés, supermarchés) avec près de 5 000 emplois salariés y occupent une place de choix, mais les autres types de commerce représentent 70 % des emplois du commerce de détail, parmi lesquels les magasins d'équipement du foyer (17 %) et de textile, habillement (13 %). Le commerce de gros et le commerce et la réparation automobiles emploient respectivement

22 % et 20 % des salariés du commerce. Au cours des dernières années, l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, favorisée pour l'essentiel par le rattrapage progressif et rapide du salaire minimum de croissance des départements d'outre-mer sur celui de la métropole, a pleinement bénéficié aux entreprises commerciales et plus particulièrement aux grandes et moyennes surfaces

Ce sont les grandes surfaces qui ont la préférence des ménages réunionnais puisque 66% d'entre eux se rendent régulièrement dans les supermarchés, hypermarchés et les grandes surfaces spécialisées.

Trois grands groupes contrôlent près de 70% du marché de la grande distribution et 80% des surfaces de vente de la grande distribution alimentaire :

- Le **groupe VINDEMIA**, filiale du Groupe Bourbon, gère les enseignes Cora, Score, OKE. Le groupe comprend 37 magasins pour une surface totale de 55 243 m<sup>2</sup>, ce qui représente 33.3 % des surfaces de vente de l'île.
- Le **groupe d'affiliation CADRE 2000** dirige les magasins aux enseignes CADRE (2000, EUREKA et Système U). La structure comprend 41 magasins pour une surface totale de 35 469 m<sup>2</sup> et une part de marché de 21,4 %.
- Le **groupe d'affiliation CAILLE G.D** gère les enseignes Shopi, Champion, DIA. Il possède 21 magasins pour une surface totale de 22 934 m<sup>2</sup> et une part de marché de 13,8%.

La structure commerciale de la CINOR est composée majoritairement par les moyennes et grandes surfaces, la création de commerces de proximité étant plus dynamique dans le Sud du Département. La répartition géographique commerciale met en avant la localisation des plus grandes structures de distribution dans les micro régions Est et Nord (source : SDEC 2004).

L'analyse des densités commerciales des GSA comme des GSS met en évidence pour le territoire de la CINOR une densité élevée et supérieure à la moyenne départementale. A noter que les communes de Ste Suzanne (pour les GSA) et Sainte- Marie (pour les GSS) connaissent des densités très fortes alors que Saint Denis compte une densité inférieure à la moyenne départementale.

En revanche, en terme de poids commercial, Saint -Denis est considéré comme le premier pôle marchand de la Réunion. Avec un chiffre d'affaires à dominante non alimentaire, le pôle de Saint -Denis se positionne de fait dans la catégorie des pôles majeurs pour lesquels l'attractivité ne repose pas sur la distribution de produits alimentaires mais bien sur une offre diversifiée. Le commerce non alimentaire est dominé par le secteur de l'équipement de la maison, qui représente 50% de l'offre commerciale et un quart du volume d'activité global.

Ainsi, l'équipement commercial du pôle de St Denis couvre une zone de chalandise de plus de 246 000 habitants soit environ 33% de la population de l'île et orientée à l'Est, périmètre au sein duquel les pôles commerciaux restent limités, tant en nombre qu'en taille.

Les options de développement stratégique énoncées dans le cadre du SDEC (actualisé en 2007) concernant la CINOR viennent d'une part conforter et dynamiser le poids de Saint Denis



comme pôle commercial majeur, d'autre part consolider l'offre commerciale sur les secteurs en fort développement démographique et enfin équilibrer les formes de distribution et le rapport centre ville- périphéries.

Le commerce de détail en Grandes et Moyennes Surfaces (plus de 300 m<sup>2</sup> de surface commerciale) représentait en avril 2007 près de 602932 m<sup>2</sup> de plancher réparti en 488 établissements soit 1 235 m<sup>2</sup> de surface moyenne par entité (y compris projets autorisés).

Les GMS se scindent en deux grands groupes l'un Alimentaire (GSA) et l'autre Spécialisé (GSS) lui-même subdivisé en différents secteurs d'activités.

Le tableau ci-contre montre la répartition des surfaces commerciales correspondantes.

Répartition du plancher par Grand Secteur d'activité

Secteurs d'activité	Surface	proportion
Equipement de la maison	202 042	33,5 %
Alimentaire	174 113	28,9 %
Voiture et activités liées	115 765	19,2 %
Equipement de la personne	66 483	11,0 %
Jardinerie et animalerie	24 529	4,1 %
Culture et loisirs	20 000	3,3 %
Tous Secteurs	602 932	100,0%

Sources : CCIR, DDCRF avril 2007

Il existe de fortes disparités quant à la répartition spatiale de ces surfaces sur le territoire réunionnais, surtout dans les Grandes et Moyennes Surfaces spécialisées. En effet les Microrégions Nord et Sud regroupent plus de 70% de ces surfaces commerciales, comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Répartition géographique du plancher et densité

	Surface	Nombre	Surface moy.	Pop 2001	m <sup>2</sup> / 1 000 hab.
Spécialisé	Nord	141 605	106	1 335,90	182 531
	Sud	170 637	145	1 176,81	261 311
	Est	36 064	40	901,60	107 346
	Ouest	80 513	66	1 219,89	190 107
	Réunion	428 819	357	1 201,17	741 295
Alimentaire	Nord	41 786	24	1 741,08	182 531
	Sud	65 692	55	1 194,40	261 311
	Est	27 628	17	1 625,18	107 346
	Ouest	39 007	35	1 114,49	190 107
	Réunion	174 113	131	1 329,11	741 295
Tous Secteurs	602 932	488	1 235,52	741 295	813/1000

En excluant les autres formes de distribution, les Grandes et Moyennes Surfaces comptent à elles seules 602 932 m<sup>2</sup> de surface de vente, ce qui représente 813 m<sup>2</sup> de surface pour 1 000 habitants. On note un fort déséquilibre de répartition des surfaces commerciales sur le territoire concernant les surfaces spécialisées.

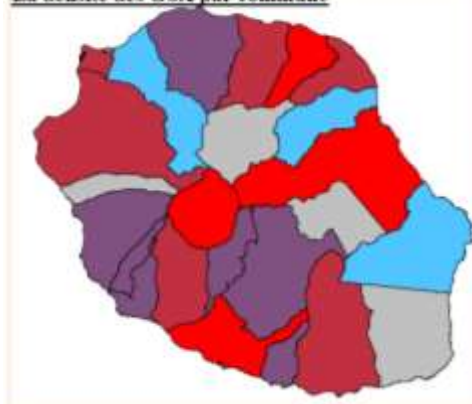
On peut remarquer que les surfaces moyennes sont les plus importantes dans le Nord de l'île et l'observation est encore plus vraie si l'on ne s'attache qu'au plancher alimentaire. Si l'on compare la répartition de la population à celle des surfaces commerciales on peut déduire une certaine couverture de la population de chaque Micro Région en surface commerciale.

On remarque que les populations sudiste et nordiste sont relativement bien desservies en commerce par ce mode distribution.

En effet ces deux régions ont une proportion de surfaces commerciales tous secteurs confondus, plus importante que leur part de population réunionnaise.

L'analyse des densités à l'échelon communal montre que les deux capitales régionales que sont Saint- Pierre et Saint-Denis ne sont pas équivalentes en termes de densité. En effet la Commune sudiste à une population presque deux fois inférieure (72 042 habitants) à celle de Saint-Denis (134 549 habitants), et un plancher commercial alimentaire presque équivalent.

La densité des GSA par commune



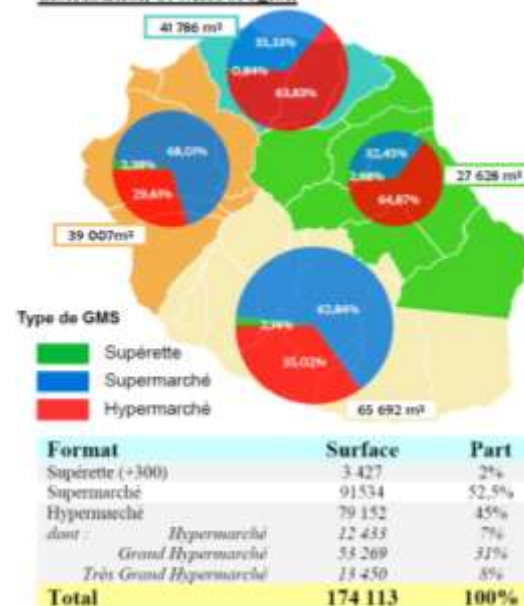
Densité Alimentaire  
(m<sup>2</sup> pour 1 000 hab.)

- 300 - 450 (4)
- 200 - 300 (8)
- 100 - 200 (7)
- 1 - 100 (3)
- Sans GSA (4)

La plus grande partie des surfaces alimentaires de plus de 300m<sup>2</sup> généralement observé sur l'île sont des supermarchés (entre 400 m<sup>2</sup> et 2 500 m<sup>2</sup> de surface de vente). En effet les supermarchés totalisent **91 534 m<sup>2</sup>** de surface ce qui représente **52,5%** de l'ensemble.

Les hypermarchés (plus de 2 500 m<sup>2</sup> de surface de vente) représentent quant à eux **79 512m<sup>2</sup>** soit **45,5%**; dans ce format de distribution plus de **67%** des surfaces se situent dans des établissements de plus **4 000m<sup>2</sup>**, et **17 % dans ceux de plus de 6 000 m<sup>2</sup>**. La part restante étant consacrée aux supérettes de plus de 300 m<sup>2</sup>. Dans le « **hardiscount** » ou « **discompteurs** » 2 enseignes se répartissent **16 300 m<sup>2</sup>** soit **9,4%** du plancher commercial de la grande distribution alimentaire soit une augmentation de **1,2%** de leur part de marché sur la période 2004/2007. Cependant les répartitions diffèrent dans chaque microrégion. On remarque que les hypermarchés concentrent la majeure partie de la distribution dans la région Nord et Est. Tandis que dans les régions Ouest et Sud, les supermarchés sont présents à plus de **60%**.

Répartition du plancher alimentaire par forme de distribution et Microrégion

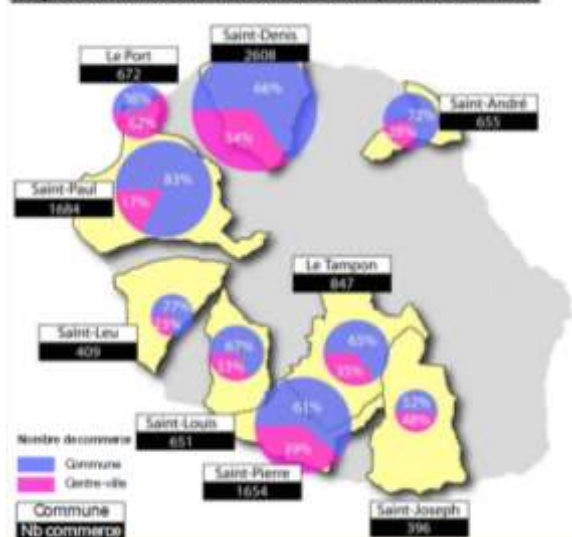




Concernant la localisation préférentielle du commerce il apparaît nettement que le commerce de centre-ville est relativement délaissé sur la ville de Saint- Denis au profit du commerce de grande surface généralement situé en périphérie

(seulement 34% des commerces situés en centre-ville).

**Le poids commercial des centres-villes (Nombre d'unité)**

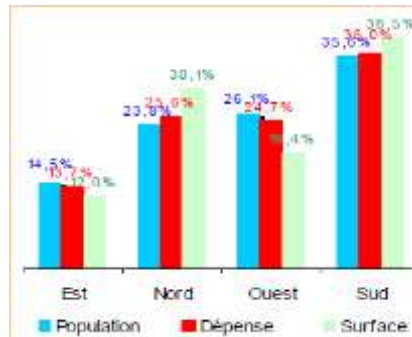
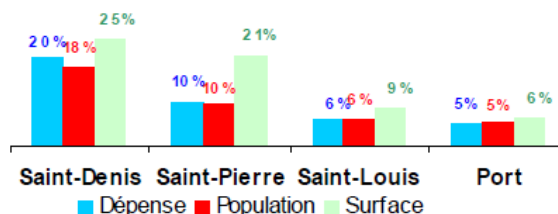


### L'évasion commerciale

Grâce à l'histogramme ci-contre, on relève comme précédemment des similitudes entre les zones Ouest et Est ainsi qu'entre les zones Sud et Nord. D'après cette illustration la part des populations de l'Est et de l'Ouest se partage une part moindre des dépenses et une part encore moindre des surfaces commerciales. Pour les deux autres régions c'est le phénomène inverse, bien qu'accueillant **59,4%** de la population réunionnaise, **61,6%** des dépenses des ménages

sont effectuées sur ces territoires où se trouve **68,6%** des surfaces commerciales de l'île.

Le zoom sur les deux capitales régionales montre une exacerbation de ce phénomène. On peut voir que Saint- Pierre accueille **21% des surfaces commerciales GMS** alors que sa population ne constitue que **10% de la dépense** réunionnaise. Ce phénomène n'existe que sur les communes de Saint- Denis, Saint-Pierre, Saint-Louis et Le Port. Sur les autres municipalités, on observe la situation inverse, ou une situation d'équilibre et un plancher commercial pouvant contenir la dépense réalisée par les résidents (Saint -Benoit, Saint-André).



## Le tourisme

Bien que restée à la marge du développement touristique de la Réunion, la CINOR dispose d'atouts naturels variés et des attraits culturels réels.

La CINOR connaît un déficit de grands équipements structurants mais aussi d'offres touristiques en matière d'hébergement, de restauration, d'équipement de loisirs.

La CINOR dispose de deux «maisons» intercommunales dédiées au tourisme. A Saint-Denis comme à Sainte-Suzanne, les touristes et résidents disposent d'un lieu d'accueil et de conseils répondant à leurs attentes.

Dès sa création et après que les trois villes membres aient pris la décision de mutualiser leurs moyens en matière touristique, la CINOR a veillé à trouver les sites d'accueil les plus adaptés à ses objectifs d'information et de conseils aux touristes, et de promotion des différents richesses touristiques de notre territoire. Cette démarche s'est concrétisée par la création, à Saint-Denis et à Sainte-Suzanne, d'une «maison» intercommunale dédiée au tourisme.

à SAINT-DENIS, c'est la Maison Carrère, nouvellement réhabilitée et aménagée qui sert de point d'accueil aux touristes.



Forte de ses outils, et consciente des potentiels que recèle son territoire, la CINOR s'est engagé résolument, par le biais notamment de l'OTI, dans une politique de mise en valeur de ses sites touristiques, de ses espaces de loisirs et, plus globalement, de son tourisme.

### Trois piliers touristiques...

- le tourisme bleu, orienté vers le littoral : avec la valorisation du front de mer de Saint-Denis (parc aquatique, plage, commerces...), le réaménagement du port de Sainte-Marie, l'aménagement du Bocage de Sainte-Suzanne et la création d'un sentier littoral sur tout le territoire.

- le tourisme vert, c'est la redécouverte des grands espaces : avec les parcs de loisirs du Colorado, de Bois- Madame et du Bocage, et le projet d'aménagement d'un golf de 18 trous à Sainte-Marie.

- le tourisme blanc qui est axé sur la culture et le patrimoine: avec la rénovation de la Maison

Carrère de Saint-Denis, le Jardin du Mausolée, le cimetière des Jésuites, le Phare de Bel-Air ou du Parc des Expositions et des Congrès livré en octobre 2009 après de gros travaux d'extension et de rénovation.

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement et de développement économique et touristique, la CINOR s'est engagée dans une politique de mise en valeur des sites touristiques et des espaces de loisirs de son territoire. Cette démarche porte notamment sur la réappropriation et la valorisation de son littoral, qui constitue un enjeu majeur de son développement économique et touristique.

Deux projets ont ainsi été identifiés:

- l'extension du Port de Sainte-Marie,
- l'aménagement du Bocage.



Ils traduisent chacun la volonté d'une ouverture de la ville vers la mer et d'une dynamisation du tissu économique grâce au développement d'activités commerciales, de services et touristiques, en réponse à une demande croissante d'une clientèle urbaine en quête de loisirs ou d'espaces récréatifs en bord de mer.



#### 4- Les enjeux du développement économique de la CINOR

Certains indicateurs semblent exprimer l'érosion du leadership de la CINOR depuis plusieurs années en matière économique. L'enjeu prioritaire du SCoT consistera à mieux affirmer le territoire de la CINOR dans son rôle de capitale, dans une stratégie volontariste de complémentarité avec les autres régions économiques plutôt que de concurrence.

Ce positionnement suppose que la CINOR puisse au travers du SCoT enclencher une nouvelle dynamique de développement économique en s'appuyant notamment sur 4 axes stratégiques :

##### - une stratégie d'accueil des entreprises dans les zones d'activité mais également dans les centres urbains

L'offre limitée en foncier d'activités (liée aux contraintes géographiques, environnementales et réglementaires) doit inciter la CINOR à privilégier un développement qualitatif plutôt que quantitatif (activités à forte valeur ajoutée, peu polluantes...). La libération du foncier en centre urbain passe notamment par une offre délocalisée pour les entreprises devenues inadaptées (surfaces trop faibles, difficultés de desserte,...) Elle doit également guider les acquisitions foncières à réaliser par l'agglomération. Un des enjeux du SCoT consistera également à contribuer à renforcer le tissu économique des centres- villes en y favorisant la ré- implantation de petites activités artisanales, de services et micro productions, s'adressant principalement à une clientèle urbaine de proximité.

##### - une politique de l'emploi et de la formation

L'importance du chômage s'explique par une population active qui croît plus vite que l'emploi et au manque de qualification des actifs en déphasage avec le niveau des emplois offerts. La CINOR doit contribuer à ouvrir et investir de nouveaux débouchés économiques (projets de ports, tertiaire supérieur, et activités de recherche et développement, formation adaptée aux besoins des entreprises ...)

##### - une politique de préservation de l'agriculture

L'enjeu territorial en terme de maintien et de dynamisation de l'agriculture de la CINOR se situe principalement sur les communes de Sainte-Suzanne et Sainte Marie qui apparaissent comme des pôles moteurs dans le domaine de l'activité agricole (modernisation des pôles de production, accroissement des rendements, emplois générés par des filières d'excellence...)

##### - un positionnement plus affirmé en matière de tourisme

La CINOR possède les atouts pour devenir un pôle touristique attractif (mise en valeur du littoral, du patrimoine naturel et urbain, développement des équipements à vocation de loisirs et de tourisme...)

##### Du diagnostic au projet de développement durable

Les constats du diagnostic doivent permettre d'entamer la réflexion prospective qui sera développée dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

##### a) Les modes de développement

La première question, bien sûr fondamentale, est celle du rythme de développement, tant en ce qui concerne la population que l'emploi sur le territoire de la CINOR. Quel est le souhaitable et quel est le possible? Si une croissance négative est rarement

souhaitée, pourra-t-elle toujours être évitée? Si une croissance forte est visée, les moyens mis en place seront-ils à la hauteur des ambitions? Cette question générera sans doute de multiples itérations tout au long de la démarche.

Quelles formes doit prendre l'activité économique de demain par rapport à celle d'aujourd'hui ? L'agriculture est-elle menacée sans mesures de sauvegarde adéquates ? Le développement du tourisme autre que le tourisme de passage est-il réellement envisageable? Quel rôle structurant peuvent jouer les technologies de l'information et de la communication ? Ces activités présentent-elles des risques pour l'environnement, pour les paysages, pour la qualité des eaux, pour la sécurité, pour la protection du patrimoine ? Quelles précautions doivent être prises ? Sont-elles compatibles avec les objectifs de développement ?

Les infrastructures nécessaires au développement sont-elles adéquates ? Quels efforts sont nécessaires dans les domaines routier, ferroviaire, aéroportuaire ? Dans celui des réseaux ? Le tourisme d'affaires pourrait-il devenir un élément structurant de développement? Bénéficie t'il des équipements, privés et publics, adaptés ? Les qualifications du bassin d'emploi sont-elles à mêmes de satisfaire les objectifs du développement ? Quels sont les besoins de formation à développer ?

##### b) L'équilibre du territoire

Les objectifs fixés correspondent-ils à un équilibre global entre l'emploi et la population? Cet équilibre global engendre t'il des disparités locales?

Le territoire présente t'il aujourd'hui des disparités économiques et sociales ? Les évolutions tendanciennes conduisent-elles à les réduire ou à les accentuer ?

## **Les orientations pourraient reposer sur les principes suivants :**

- Privilégier la création de valeur ajoutée et casser le fait que la consommation des ménages soit le moteur essentiel de la croissance.

Cela signifie en tout cas :

- mettre l'accent sur le développement de l'investissement des entreprises, donc sur l'élargissement de leurs marchés, ainsi que sur une création pérenne de nouvelles entreprises dans les secteurs à potentiel peu ou mal couverts,
- permettre l'extension des entreprises en développement
- ouvrir des sites destinés à la production

- S'inscrire dans la logique du développement durable, ce qui veut dire en particulier promouvoir une approche globale prenant en compte les exigences environnementales.

- Enfin, être très attentif à l'importance actuelle des emplois qualifiés, ce qui nécessite de privilégier certains secteurs économiques, d'être performant sur le développement des formations qualifiantes.

## **5- Les orientations stratégiques**

Quatre orientations stratégiques peuvent d'ores être déjà être mis en évidence (sans pour l'instant exprimer encore de hiérarchisation) :

- développer de manière sélective quelques secteurs stratégiques en consolidant tout ce qui pourra constituer des filières,

- mettre l'accent sur la création (et la transmission) d'entreprises,
- accélérer la réalisation des opérations d'aménagement prévues et tester la mixité des fonctions dans les centre-bourgs et quelques unités résidentielles : privilégier une croissance qualitative,
- s'inscrire dans la logique du développement durable.

### **1. Développer de manière sélective quelques secteurs stratégiques en consolidant tout ce qui pourra constituer des filières**

Il s'agit tant pour l'emploi que pour l'investissement de privilégier une action concertée concernant des secteurs tels que :

- l'agro-alimentaire,
  - les N.T.I.C.,
  - le tourisme,
  - les services à l'industrie et au secteur résidentiel.
- L'artisanat de production et de services et l'économie solidaire doivent prendre toute leur place dans ce développement.
- Comment mettre en œuvre une telle orientation qui relève du partenariat public-privé (P.P.P) ?
- La puissance publique dispose à ce sujet au moins de deux atouts majeurs :
- l'aménagement des Z.A.E et les facilités accordées à l'immobilier d'entreprises,
  - la promotion économique.

Les formes de ce partenariat, ses acteurs responsables, ses négociations, et ses modalités restent à définir.

### **2. Mettre l'accent sur la création d'entreprises (et sur la transmission)**

Cette orientation est essentielle, pour qu'en particulier les mêmes secteurs stratégiques que précédemment, se créent de nouvelles

entreprises, mêmes des T.P.E ; l'entrepreneuriat possède indiscutablement des perspectives, si on en juge par le taux de création d'activités ; il faut non seulement en assurer sa promotion, mais surtout le consolider.

Cela signifie notamment :

- mettre en réseau les organismes qui s'en occupent, éviter les doublons et rendre lisible le système d'aides,
- mettre l'accent sur l'accompagnement des créateurs et la formation au management,
- poursuivre la création de pépinières.

Là aussi, les questions d'organisation seront critiques pour la réussite de cet axe.

### **3. Accélérer la réalisation des opérations d'aménagement à caractère économique**

Il faut pouvoir offrir des offres de produits différenciées.

Mais comme on n'a pas de capacité à tout faire et à tout commercialiser d'un coup, il faut préciser la vocation de chaque zone, établir un argumentaire marketing et un échéancier, pouvoir donner à des opérateurs extérieurs une vision d'ensemble.

En même temps, comme il est clair qu'on n'a pas intérêt à multiplier les zones d'activités au sein de la CINOR :

- dans une optique d'aménagement du territoire,
- dans une optique de développement durable. Ce qui veut dire en particulier promouvoir une approche globale prenant en compte les exigences environnementales.





# ***SYNTHESE DES ENJEUX :***

## ***Développement économique***

**ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE**

Un territoire de polarisation économique et démographique = Facteur de dynamisme; la croissance démographique apparaît comme source de risques car la population croît plus vite que l'emploi.

Rééquilibrage du développement économique et de l'emploi

Affirmer le rôle de "territoire capitale" de la CINOR en matière de développement économique

**EMPLOI/FORMATION**

- Hausse des plus de 50 ans combiné avec le recul de l'âge de départ à la retraite, le chômage des seniors risque de constituer un véritable problème dans les années à venir

- Adaptation de la politique de formation à l'évolution du niveau de qualification des emplois en développement  
- Adéquation entre formation et emploi pour affirmer le rôle de la CINOR en tant que territoire capitale

- Mener une politique d'emploi et de formation

**ACCUEIL DES ENTREPRISES**

Une offre foncière limitée pour l'accueil des entreprises donc blocage du développement parfois.  
Une forte proportion du tertiaire qualifié, présence de l'université, de la technopole, d'un pôle de compétitivité et d'un cluster

Développement qualitatif de l'offre à vocation économique, de l'offre en zone d'activité et dans le tissu existant pour l'activité artisanale et la micro-production de services  
- Consolider le secteur tertiaire à forte valeur ajoutée

- Mettre en oeuvre une stratégie d'accueil des entreprises dans les zones d'activités existantes (si possible) mais également dans les centres urbains.

**AGRICULTURE**

Une activité agricole dynamique et emblématique malgré un net recul des SAU qui diminuent sous l'effet de la pression urbaine

- Définition des équilibres entre développement agricole et urbain  
- Soutien à l'effort de modernisation et d'évolution de l'activité agricole vers les filières d'excellence

- Mener une politique de préservation de l'agriculture

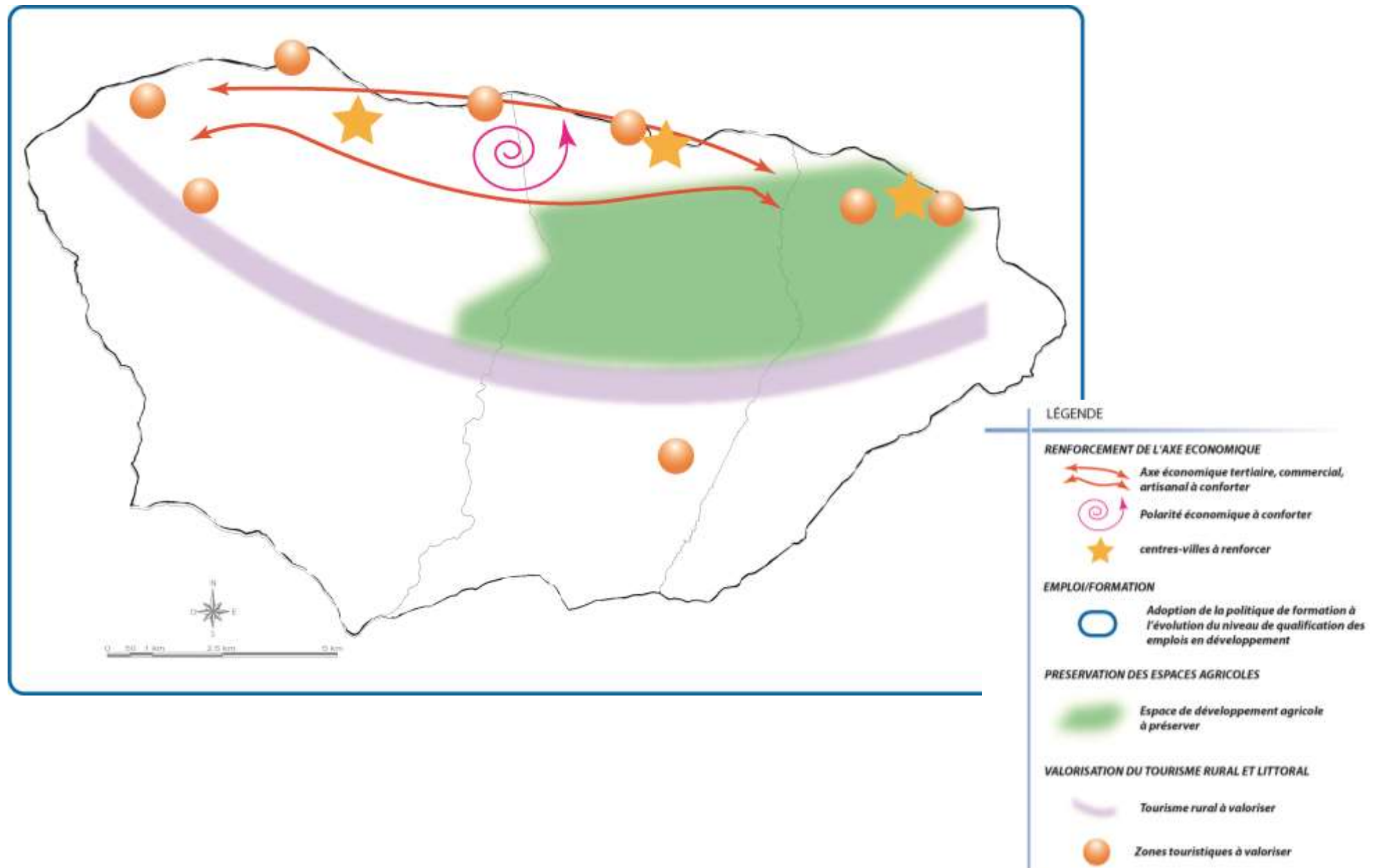
**TOURISME**

Un positionnement touristique pas assez affirmé. Le tourisme ne contribue pas suffisamment au développement économique de la CINOR

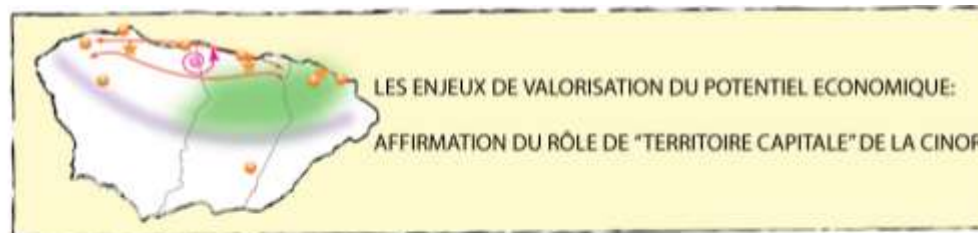
Priorité au soutien du développement des équipements à vocation touristique et mise en valeur du littoral et du patrimoine naturel et urbain

- Avoir un positionnement plus affirmé en matière de tourisme

## Carte des enjeux « développement économique »







## ECONOMIE

⇒ **Une stratégie d'accueil des entreprises dans les zones d'activités mais également dans les centres urbains**

L'offre limitée en foncier d'activités (liée aux contraintes géographiques, environnementales et réglementaires) doit inciter la CINOR à privilégier un développement qualitatif plutôt que quantitatif (activités à forte valeur ajoutée, peu polluantes...).

Un des enjeux du SCOT consistera à également à renforcer le tissu économique des centres-villes en y favorisant la réimplantation de petites activités artisanales, de services et de micro productions, s'adressant principalement à une clientèle urbaine de proximité.

⇒ **Une politique de l'emploi et de la formation**

L'importance du chômage s'explique par une population active qui croît plus vite que l'emploi et un manque de qualification des actifs en déphasage avec le niveau des emplois offerts.  
La CINOR doit contribuer à ouvrir et investir de nouveaux débouchés économiques à travers la réalisation de nouveaux équipements (projets de ports, tertiaire supérieur et activités de recherche et de développement, formation adaptée aux besoins des entreprises....)



## TOURISME

⇒ **Un positionnement plus affirmé en matière de tourisme**

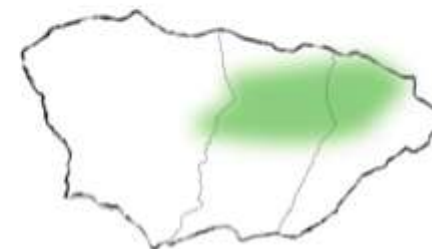
La CINOR possède les atouts pour devenir un pôle touristique attractif (mise en valeur du littoral, du patrimoine naturel et urbain, développement des équipements à vocation de loisirs et de tourisme...)



## AGRICULTURE

⇒ **Une politique de préservation de l'agriculture**

L'enjeu territorial en terme de maintien et de dynamisation de l'agriculture de la CINOR se situe principalement sur les communes de Sainte-Suzanne et Sainte-Marie qui apparaissent comme des pôles moteurs dans le domaine de l'activité agricole (modernisation des pôles de production, accroissement des rendements, emplois générés par des filières d'excellence...)





# ***CONCLUSION GÉNÉRALE***

***Les enjeux de développement de la CINOR au regard  
des éléments de diagnostic***

